ISSN 0024-7650

Le TGV, une bonne affaire pour les capitalistes

P.10-11

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 695 - 26 septembre 1981 - prix : 5 F

Les nationalisations

voir nos articles P. 4-5 et 9

Nationalisations : au service de la population ou au service des trusts ?

M 6189 - 695 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 7 :
— **Hors de la Nouvelle-Calédonie, les gendarmes français !**
— **Etats-Unis : succès de la manifestation anti-Reagan à Washington.**

En France

Pages 4 et 5 :
— **20 % de rallonge pour les nationalisables.**
— **Se faire nationaliser : un bon moyen de protéger son capital.**
— **Les banques nationalisées au service des capitalistes privés.**
— **La DST ne sent pas la rose ; enfin, pas encore.**
Page 6 :
— **Ministre communiste des Transports : l'apprentissage du flou artistique.**
Page 8 :
— **Radios privées : pub ou pas pub ?**
— **Impôt sur la fortune : comment y échapper.**
Page 9 :
— **Les réactions face à la nationalisation à Rhône-Poulenc - Vitry.**
— **En lutte : Orly-Sud ; CCP Bordeaux.**
Pages 10 et 11 :
— **Le TGV : une bonne affaire pour les capitalistes.**
— **Derrière le TGV, la dégradation d'un service public.**
Pages 12 et 13 :
— **La vraie rentrée à Renault-Billancourt.**
— **Quand Chausson concurrence Chausson.**
— **CAF Paris 15e : technicien, une vraie course d'obstacles.**
— **Fessenheim : de la fission... à la fissure.**
Pages 14 et 15 :
— **Après la colère des producteurs de lait.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *Une famille d'ouvriers de 1770 à nos jours* de J. Marseille ; *Le jade et l'obsidienne* d'A. Gerber ; *Le vainqueur de coupe* de R. Boudgedra ; *Franc comme l'or* de J. Heller ; *Yves Montand, le chant d'un homme* ; *Une affaire de famille* de C. Guidicelli.**
Pages 18 et 19 :
— **Films : *Les aventuriers de l'Arche Perdue* ; *La vie en mauve* ; *Passion d'amour.***
— **Le *Code d'Hammurapi* réclamé par l'Iran.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

La hausse des prix et la politique du PS au gouvernement

Avec 1,3 % de hausse en août, selon l'indice INSEE, l'inflation continue sa course ascendante que le gouvernement se révèle incapable de maîtriser. Non seulement parce que l'inflation est un phénomène international dépassant le cadre de la seule économie française, mais aussi parce que la politique menée par le gouvernement est elle-même génératrice d'inflation.

Plus que jamais, en cette période de crise, les capitalistes ont besoin de l'aide étatique pour assurer leurs profits. Aussi le gouvernement ne lésine pas sur l'argent, qu'il leur distribue par le biais des commandes d'Etat, des crédits, des subventions et autres nationalisations.

Il distribue chaque année plus d'argent qu'il n'en reçoit sous forme d'impôt. Le déficit, il le comble en produisant lui-même de la monnaie. C'est là un des mécanismes qui alimentent l'inflation.

Pour réduire l'inflation, une des solutions consisterait donc à diminuer les dépenses de l'Etat afin de supprimer le déficit budgétaire. Mais face au chômage, voulant éviter de se heurter directement à la classe ouvrière, et sans pour autant s'en prendre aux capitalistes, la gauche, comme auparavant la droite, mène une politique d'aides en tout genre aux entreprises.

Alors, à défaut de faire réellement quelque chose contre l'inflation, le gouvernement fait des déclarations. Dans un premier temps, il nous disait qu'il devait tenir compte de l'héritage du passé. Mais, les mois s'écoulant, il est de plus en plus obligé d'assumer les résultats de sa propre politique. Il faut donc d'autres raisons, d'autres excuses, d'autres boucs émissaires pour justifier le maintien de l'inflation. Et on a vu le gouvernement commencer à désigner les commerçants comme les responsables des hausses, parlant d'un nécessaire contrôle des prix contre ceux qui « abuseraient » et réglementer, pour l'exemple, le prix du demi de bière et des eaux minérales dans les cafés parisiens.

Il est vrai que les commerçants, contrairement aux salariés, ont la possibilité d'éviter de faire, eux, les frais de l'inflation en la répercutant sur leurs prix, voire même d'en profiter en augmentant leurs prix par anticipation. Mais par de telles pratiques, s'ils profitent de l'inflation et même l'aggravent, ils ne la créent certainement pas.

Le gouvernement a donc parlé de « contrôle des prix ». Les commerçants, eux, n'ont pu comprendre cela que comme une menace de blocage des prix de détail dans un avenir plus ou moins proche. Et le résultat immédiat de cette mesure, au demeurant toute verbale, a toutes les chances de se traduire par des hausses encore accélérées : autant augmenter tout de suite des prix de détail qui risquent d'être bloqués demain !

Alors, le gouvernement finira peut-être par y venir, au blocage des prix, plus exactement des prix de détail (les prix industriels, eux, resteront libres, comme Mauroy l'a promis aux patrons). Mais ce blocage serait tout aussi inefficace contre l'inflation, qui n'a pas son origine dans les livres de comptes des commerçants. Il aurait pour seule conséquence de multiplier les tracasseries et, au plus, de restreindre les revenus de la petite bourgeoisie et de susciter son mécontentement.

Le gouvernement, pour expliquer aux travailleurs le maintien de l'inflation, désigne démagogiquement la petite bourgeoisie commerçante. Outre le fait que cette politique est grosse de dangers pour l'avenir, car elle risque de dresser la petite bourgeoisie non seulement contre la gauche au pouvoir mais aussi contre la classe ouvrière au nom de laquelle elle parle, elle a pour but de masquer la responsabilité du gouvernement dans les incessantes augmentations des prix. Ce sont les milliards offerts sous de multiples formes aux grands groupes capitalistes, aux industriels de l'armement, qui alimentent l'inflation. Les petits commerçants, eux, se contentent de suivre, mais ne précèdent pas le gouvernement.

Philippe NATIER

Hausse des prix : deux façons de blanchir le gouvernement

DU CÔTÉ DU « MONDE »

Le Monde du 13-14 septembre s'est attaqué à une tâche difficile : démontrer que, malgré les 1,3 % de hausse des prix en août, **« une augmentation record pour ce mois de plein été »** reconnaît-il lui-même, **« on aurait tort pourtant d'en déduire que l'inflation s'accélère ».**

Et **Le Monde** d'enchaîner sur un raisonnement compliqué, d'où il ressort que la hausse d'août est due en grande partie à la hausse des tarifs publics et de l'essence (mais c'est l'héritage, bien sûr, de la gestion de Giscard). Si l'on n'en tient pas compte, **« si l'on met hors indice les tarifs publics et les prix de l'énergie »**, la hausse est plus faible. Voilà un raisonnement intéressant ! Tant qu'il y est, **Le Monde** devrait mettre aussi « hors indice » les prix alimentaires, celui des loyers et quelques autres et, avec un peu de bonne volonté, on finira par convenir avec lui qu'en août les prix n'ont pas du tout augmenté... sauf ceux qui ont augmenté.

Poursuivant sa démonstration, **Le Monde** en arrive à expliquer que, bien que l'indice calculé sur juin, juillet et août indique 17 % d'inflation annuelle, l'inflation réelle — du moins vue de la salle de rédaction de ce journal — n'est que **« de l'ordre de 10 à 12 % par an ».** C'est là le but véritable de cette laborieuse démonstration : **« L'arrivée au pouvoir des socialistes n'a pas modifié le rythme de l'inflation ».** L'inflation ? Le gouvernement n'y est pour rien. CQFD.

DU CÔTÉ DE « L'HUMANITÉ »

Tout aussi désireuse d'absoudre le gouvernement, **l'Humanité** tient cependant, elle, le raisonnement exactement inverse. L'important, dans les hausses de prix, ce sont les hausses de détail, affirme-t-elle.

Son numéro du 12 septembre reconnaît que, si **« de source bien informée, on précise que ce sont les tarifs publics (0,6 point d'indice) et l'alimentation »** qui expliquent la hausse d'août, le journal du PC ajoute aussitôt : **« L'alimentation est, sans conteste, le poste qui a le plus emballé l'indice des prix depuis un an ».** Et **l'Humanité** de citer, à l'appui de sa démonstration, l'indice des prix alimentaires, qui aurait augmenté de 14 % alors que l'indice général n'aurait augmenté, lui, « que » de 13,4 % ! 0,6 % de différence, cela n'explique évidemment rien, mais cela permet de justifier la politique du PC, préconisant le blocage et le contrôle de certains prix. Car, pour le PC, les responsables de la hausse des prix sont les commerçants. Et le gouvernement n'y est pour rien. CQFD.

RÉUNIONS PUBLIQUES

• BOURGES
Vendredi 2 octobre
20 h 30
Hôtel des Syndicats

• VIERZON
Vendredi 2 octobre
20 h 30
Salle du Cavalier

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

NATIONALISATIONS :

au service de la population ou au service des trusts ?

LA bourgeoisie, les députés de droite, avaient donc bien calculé en criant contre les nationalisations, même s'ils savaient qu'elles ne leur feraient pas mal. Ça leur a permis de faire monter les enchères, et c'est le gouvernement qui a cédé. Il remboursera les actions des nationalisables environ 20 % plus cher que prévu. Et c'est 40 à 50 milliards que l'Etat va les payer, ces nationalisations : il va s'endetter pour racheter aux capitalistes des entreprises qui avaient déjà été largement subventionnées et soutenues par les commandes d'Etat. Des entreprises qu'on paiera deux fois, en quelque sorte.

Mais que va faire le gouvernement de ces nationalisations ? Va-t-il s'en servir pour améliorer l'emploi ? Pour le bien de la population ?

Il suffit de voir à quoi servent les entreprises déjà nationalisées. Aujourd'hui, on nous vante par exemple les mérites de la dernière acquisition de la SNCF, le TGV. Mais à qui le TGV a-t-il rendu service en premier ? A Montchanin, le jour de l'inauguration, Mitterrand a déclaré que le TGV a permis de *« donner du travail à près de dix mille personnes pendant six ans »*, grâce aux commandes passées auprès des sociétés qui l'ont fabriqué. Peut-être. Mais depuis 6 ans, pour que la SNCF dégage les milliards nécessaires afin d'honorer ses commandes à Creusot-Loire, Jeumont-Schneider ou Sacilor, elle a supprimé au moins 5 000 postes de travail par an (en prenant les estimations officielles), soit 30 000 emplois en moins. Trois fois plus que ce que le TGV est censé avoir créé dans le même temps !

Aux Postes et Télécommunications, on supprime des agents dans les centres de tri, des préposés à la distribution du courrier : les lettres qui mettaient depuis des décennies 24 heures pour arriver d'un point à un autre du pays, mettent aujourd'hui deux ou trois jours. Mais, avec l'argent économisé sur le fonctionnement quotidien de la poste, les PTT ont acheté des centraux téléphoniques de pointe aux trusts de la téléphonie qui, eux, ont supprimé des emplois.

Et si l'EDF s'est lancé dans l'électro-nucléaire, c'est là aussi pour offrir d'énormes commandes à une industrie privée qui ne crée pas plus d'emplois, tout en permettant d'en supprimer à l'EDF.

Voilà à quoi elles servent, les entreprises nationalisées : à utiliser leur puissance et leur argent à passer des contrats avec l'industrie privée, c'est-à-dire à créer plus de bénéfices que d'emplois et, en tout cas, bien moins d'emplois que les entreprises nationalisées en suppriment pour financer cette politique !

Evidemment, cette politique de commandes au privé permet de moderniser les entreprises publiques. On nous le répète assez. Mais elle est drôlement sélective, cette modernisation. Car il y a ce qu'on modernise, et ce qu'on laisse se dégrader. Et on ne modernise, on n'améliore que ce qui peut permettre de passer des commandes à la grosse industrie.

Le métro parisien dispose de composteurs électroniques pour le contrôle des billets ; la RATP a acheté un ordinateur qui lui a permis d'automatiser la conduite des rames. Mais par ailleurs, il est aujourd'hui question de ne faire nettoyer le métro que tous les 3 ou 4 jours, au lieu de chaque jour... Quant aux banlieusards, ils mettent toujours une heure ou deux, en bus, en train, en métro, pour se rendre à leur travail.

Les entreprises publiques s'équipent en matériel électronique, en TGV, en scanners, en ordinateurs... mais à côté de tout cela, il n'y a pas assez d'infirmières dans les hôpitaux, pas assez de crèches dans le pays ; et dans les gigantesques cités HLM les jeunes tournent en rond, car il n'y a ni centres de loisirs et de culture, ni jardins, ni infrastructures sociales suffisantes. Et c'est cela qu'on nous fait passer pour un progrès.

Evidemment, il y a pire que de dépenser l'argent public dans les centraux téléphoniques ou le TGV. Le TGV, lui au moins, servira quand même à une partie de la population. Et les cabines téléphoniques dispersées dans les campagnes sont plus utiles que des sous-marins nucléaires, ou les *Mirage* commandés à Dassault. Certes. Mais cela dit, les nationalisations avec leurs cortèges de commandes aux trusts privés relèvent de la même politique.

Le gouvernement à direction socialiste affirme que lui, avec ces nationalisations, il ne mènera pas la même politique que ses prédécesseurs. Mais alors, pourquoi Mitterrand et Fiterman ont-ils chanté sans réserves les mérites du TGV, dont la commande avait été passée par le gouvernement précédent ? Pourquoi revendiquent-ils, en ce domaine, l'héritage de Giscard ?

Non, les nationalisations actuelles, telles que les veut Mitterrand, ne servent pas au bien public, mais à mettre en coupe réglée les services publics et sociaux au profit de l'industrie privée. Et avec ces nationalisations-là, la lutte contre le chômage, si lutte il y a, passera après le maintien des profits des grands trusts privés. Et le montant pourtant énorme des indemnisations actuelles apparaîtra lui-même comme un goutte d'eau, à côté de ce que l'Etat leur paiera dans l'avenir avec l'argent des contribuables.

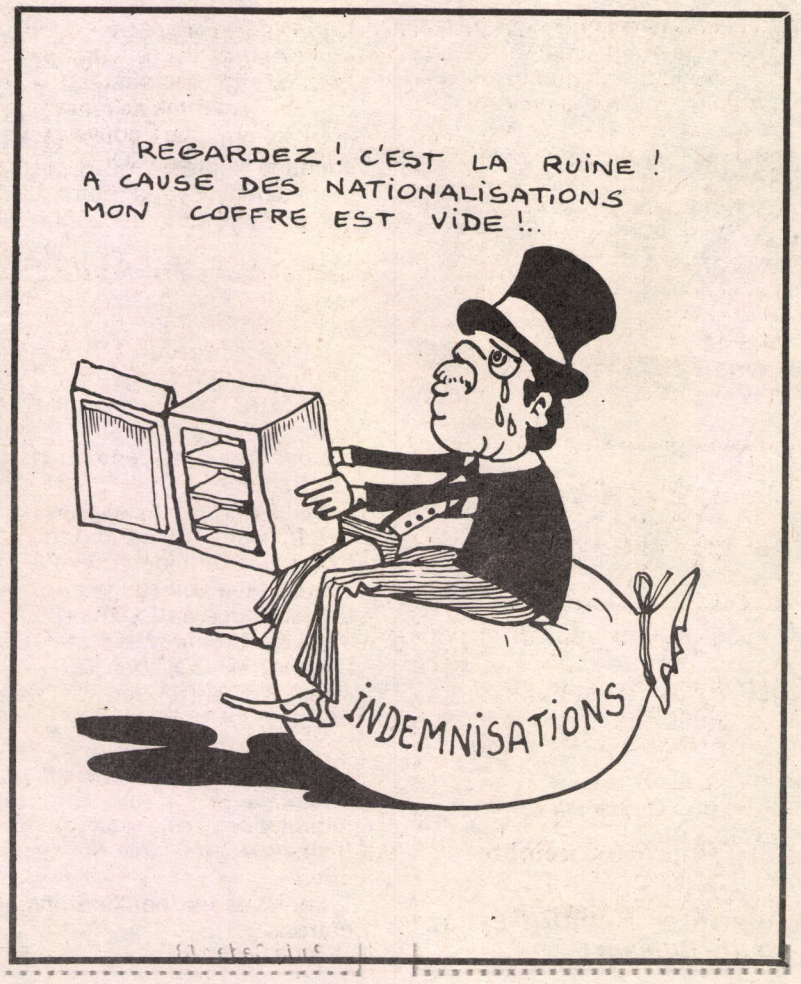
Arlette LAGUILLER

Devinette !

D'après le quotidien madrilène *Diario 16,* Barre aurait récemment expliqué, lors d'un colloque en Espagne, que si la droite avait perdu les élections en France, c'est parce que 80 % des journalistes sont de gauche et que les électeurs s'étaient laissé intoxiquer.

Pourtant, à entendre les questions posées par les journalistes à Mitterrand, lors de sa conférence de presse, on n'avait pas du tout la même impression que Barre. La quasi-totalité des questionneurs s'inquiétaient de l'impôt sur la fortune et des propos tenus par les ministres contre « *le mur d'argent* ». Ils « *s'informaient* » des mesures de protection de l'épargne ou de soutien à l'investissement. Ils s'offusquaient du « *rythme trop rapide des réformes* »...

Tout de même, les journalistes de gauche ont bien dû, eux aussi, recevoir leur carte d'invitation ? Ou bien Barre exagère sur les statistiques, ou bien les journalistes de gauche, étant maintenant dans la majorité, ont déjà appris à ne plus poser de questions embarrassantes. Ce doit être l'un et l'autre !



Toute une éducation à faire !

Mitterrand vient de rappeler à l'ordre ses ministres. Le 23 septembre, en réunion du Conseil, il a tenu à leur dire : « *Toute mesure annoncée prématurément avant délibération du Conseil des ministres risquerait d'égarer l'opinion* ».

Suivez mon regard vers les têtes baissées d'Autain, avec son droit de vote aux émigrés, de Laurain, avec son idée de commémorer le 19 mars, de Fillioud, avec ses positions virevoltantes sur les radios libres, de Cresson, avec sa déclaration sur l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; sans parler des déclarations intempestives concernant un hypothétique nouvel impôt foncier ou celles sur la durée du service militaire.

Qu'il est difficile à des ministres néophytes de satisfaire la curiosité de la presse, de se prêter au vedettariat sur les perrons de leur ministère, sans être tentés de dire quelque chose. Surtout qu'il leur faut improviser.

Que n'ont-ils, ces jeunes ministres socialistes, l'expérience des vieux chevaux de retour de la IVe République, comme leur patron ! Ce n'est pas à un Defferre, par exemple, qu'une telle semonce serait nécessaire. Ni même à un Rocard, qui, bien qu'il soit ministre pour la première fois, a déjà une riche expérience de retournements de veste !

Les quatre ministres communistes, non plus, n'ont pas eu à rougir, ce mercredi 23 : des années de virages à 180 degrés, avec leur parti, leur ont appris qu'à échine souple il faut langue prudente.

Les autres, eux, manquent décidément encore de métier. Qu'ils la ferment en attendant, leur a-t-on dit ! Et c'est ce qu'ils ont fait dès la sortie de ce Conseil des ministres du 23 septembre...

Indemnisation des actionnaires :

20 % de rallonge à payer par les contribuables

Les investisseurs « bien informés », qui s'étaient précipités fin août pour acheter des actions des sociétés nationalisables, faisant monter en flèche le cours de ces actions en bourse, avaient donc bien eu le nez creux : les actions nationalisables étaient une affaire en or, et même en définitive plus qu'ils ne pouvaient l'espérer à l'époque. Ce qui les avait fait courir à la corbeille, fin août, avait été la divulgation du premier projet gouvernemental sur le calcul du montant des indemnisations et le mode de rémunération des obligations remises en échange : le marché semblait déjà avantageux.

Ceci n'avait pas empêché évidemment les actionnaires de crier à la ruine et de demander une rallonge : ils exigeaient que le calcul du montant des obligations versées en échange des actions ne soit pas calculé seulement sur la moyenne des cours de ces actions sur une période déterminée, mais tienne compte aussi des actifs de la société (évaluation du prix des bâtiments et terrains, équipements, stocks, capitaux placés dans d'autres sociétés, liquidités disponibles...), ainsi que des bénéfices qu'elle réalise, ces facteurs étant nettement plus avantageux encore pour les actionnaires.

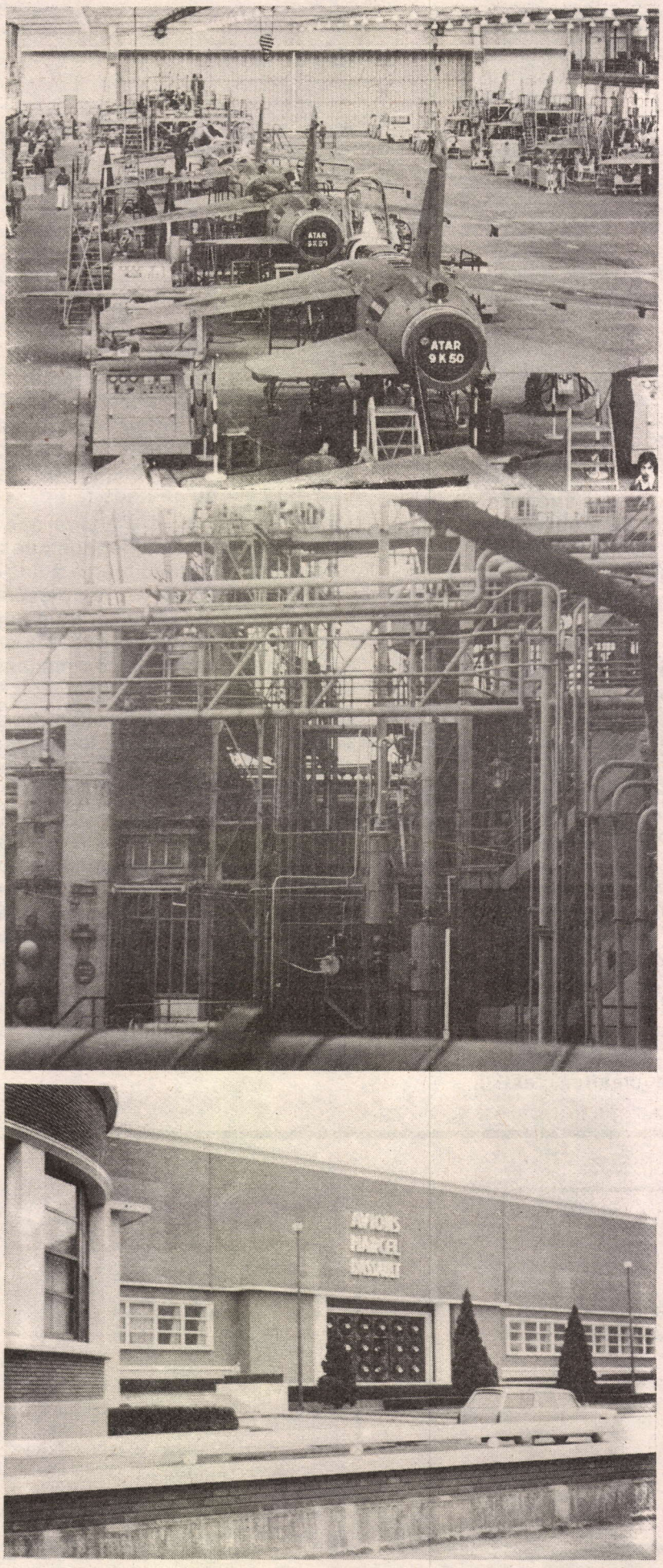
Ils ont été entendus. Dans le nouveau mode de calcul du montant de l'indemnisation retenu par le projet définitif du gouvernement, le montant de l'obligation versé pour indemniser une action sera le suivant : 50 % de la moyenne de sa valeur boursière moyenne, plus 25 % de la part des actifs de la société correspondant à cette action, plus 25 % du bénéfice par action de la société multiplié par 10.

D'après la déclaration du porte-parole de l'Elysée, Beregovoy, à l'issue du Conseil des ministres du 23 septembre, avec cette nouvelle formule les nationalisations seront payées 15 à 20 % plus cher que ce qui était prévu initialement. Et *Le Figaro* du 24 septembre calcule par exemple que, pour le Crédit Commercial de France, *« l'option originellement prévue (...) aurait mis l'action à un peu moins de 152 F. L'option retenue par le gouvernement la met à 165,7 F ».*

Cela n'empêche évidemment pas le journal *Les Echos* du 24 septembre, sous le titre *« Pas de quoi pavoiser »* (un titre qui dénote que beaucoup de ses lecteurs doivent se sentir déjà envie de pavoiser), revendique un nouveau mode de calcul qui, lui, donnerait 60 %, voire 80 %, selon les cas, de rallonge par rapport au projet gouvernemental initial.

Ils peuvent toujours essayer d'avoir mieux encore, puisque la méthode vient déjà de leur faire accorder 15 à 20 % de mieux en à peine quelques semaines...

Olivier BELIN



Se faire nationaliser par les temps qui courent : un bon moyen de protéger son capital

Ce n'est évidemment pas par hasard que, dans le journal patronal *L'Expansion* du 18 septembre, l'article sur le mode de rémunération des obligations que versera l'Etat aux actionnaires pour les indemniser se trouve dans la rubrique *« placements »*. Il s'agit de montrer au lecteur à quel point, dans une période de crise comme aujourd'hui, la formule retenue par le gouvernement fera de ces obligations « un bon placement ».

Ces obligations, qui seront remboursées par tirages au sort successifs sur une période de quinze ans, seront entre-temps rémunérées à un taux d'intérêt variable : les intérêts versés chaque semestre varieraient en fonction du taux de rendement des emprunts d'Etat à taux fixe constaté pendant les premières semaines du semestre concerné (et il s'agit d'un taux intéressant puisqu'il est, en ce moment, de 18 %).

« Certes, explique *L'Expansion, si les taux d'intérêt baissent d'ici à dix ans... la rémunération d'un TMO* (nom, dans le jargon du métier, des emprunts à taux variables de ce type) *se révèlera moins élevée que celle d'un emprunt ordinaire. Mais ce sacrifice consenti par le prêteur est compensé par la préservation de la valeur de son capital... En période de hausse des taux d'intérêts, le TMO est un excellent placement défensif. Il le reste à un moment où, comme aujourd'hui précisément, l'orientation des taux paraît imprévisible ».*

« En somme, conclut le rédacteur de *L'Expansion, le capital des actionnaires des sociétés nationalisables sera probablement mieux protégé qu'il ne l'avait jamais été ! ».* Sans commentaire.

O.B.

• Oasis, oasis

Parlant des prochaines nationalisations, Mauroy vient d'expliquer qu'il voulait créer *« un secteur de référence, une sorte d'oasis ».*

Quand on sait que, avec Mauroy, c'est Dreyfus, ancien P-DG, qui, comme ministre de l'Industrie, va organiser tout ça, on ne peut qu'être sceptique. Car chez Renault, nous sommes bien payés (si l'on peut dire) pour savoir ce que c'est l'oasis à la Dreyfus : c'est par exemple les 3 000 licenciements en 1961, ou l'assassinat de Pierre Overney en 1972. Si c'est ça l'oasis, qu'est-ce que ça doit être le désert !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault-Billancourt - Bureaux).*

• Aux loups de soigner les moutons

Qui prépare tous les dossiers de la nationalisation des banques pour le compte du ministre socialiste des Finances ? A qui échoit la préparation technique de l'extension du secteur public bancaire ? Un technocrate virtuose, paraît-il, un certain Michel Pébereau.

Le gouvernement lui ferait toute confiance. A en croire son curriculum vitae détaillé par **Libération** du 19-20 septembre, il y a de quoi : Pébereau a fait une carrière brillante de giscardien bon teint. Ancien polytechnicien, énarque, inspecteur des Finances, conseiller technique en 1972 au cabinet du ministre des Finances Giscard, directeur de 1974 à 1976 du Fonds d'Aide aux Entreprises (célèbre pour avoir arrosé si généreusement de fonds publics le secteur privé), il fut directeur du cabinet de Monory (ardent défenseur du secteur privé) jusqu'au 10 mai dernier.

Il aurait ainsi ingénieusement contribué à ce que les milieux socialistes, alors dans l'opposition, dénonçaient comme la politique de « dénationalisation » de son ministre du moment.

Les socialistes au gouvernement peuvent diffuser le portrait robot du bon nationalisateur. Ce n'est pas lui qui sèmera la panique dans le privé !

N.M.

• Renault mène à tout, à condition d'en sortir... P-DG

Le patron des patrons, François Ceyrac, doit prendre sa retraite. Qui va le remplacer à la tête du CNPF ? Le journal patronal **L'expansion** a procédé à un sondage auprès de 218 patrons grands et moyens pour savoir lequel d'entre eux ils souhaitent voir porter à la direction du CNPF. Pour ceux que cela intéresse — ou pour ceux qui en ont assez de parier sur des chevaux —, le sondage de **L'Expansion** donne Jean-Luc Lagardère, P-DG de Matra (nationalisable), en tête, suivi de Yvon Chotard (actuel vice-président du patronat français).

Mais, portant la casaque du 7e favori sur 18 candidats, on trouve un outsider qui n'a pas l'air de faire voir rouge aux pourfendeurs des nationalisations. Il s'agit de Bernard Vernier-Palliez, l'actuel P-DG de la Régie Renault... entreprise nationalisée depuis la fin de la guerre. Comme le commente **L'Expansion, « cela montre qu'on peut être à la tête d'une entreprise nationalisée et avoir la confiance des patrons du secteur privé ».**

Peur des nationalisations, les patrons ?

M.R.

Pierre Dreyfus, à gauche. (AFP)

LES BANQUES NATIONALISÉES AU SERVICE DES CAPITALISTES PRIVÉS

*Je nationaliserai les banques, **« toutes les banques »**, avait dit Mitterrand lors de sa campagne électorale. Il peut se féliciter d'avoir à peu de chose près tenu sa promesse. Mais qu'est-ce que cela va changer au juste ? Le gouvernement dit que cela va lui permettre de contrôler le crédit et lui donner les moyens de mener une véritable politique économique, sans être assujetti aux intérêts privés comme les gouvernements précédents.*

Mais si les gouvernements qui se sont succédé jusqu'ici avaient voulu vraiment contrôler l'attribution des crédits au secteur privé, ils auraient pu le faire par le biais des banques nationalisées déjà existantes. L'Etat est déjà le premier banquier de France. Les grandes banques actuellement nationalisées — le Crédit Lyonnais, la Société Générale, la Banque Nationale de Paris — contrôlent à elles seules 60 % des dépôts effectués. Et les trois banques nationalisées prêtent au secteur privé. Elles réalisaient, en 1975, 74 % des crédits à court terme et 69 % des crédits à moyen terme. De quoi permettre à l'Etat d'orienter le crédit industriel comme il l'entend, à supposer qu'il entende autre chose que ce que souhaitent les trusts.

Mais voilà : dans la pratique, les banques nationalisées sont très compréhensives à l'égard des groupes industriels puissants et elles le sont sans curiosité excessive. A l'inverse de banquiers privés, quand elles ouvrent des crédits à des entreprises, elles ne cherchent pas à les contrôler en y prenant systématiquement des participations. Les trois banques nationalisées détenaient en tout trente-six participations en 1975. C'est relativement peu. A titre de comparaison, le groupe privé Paribas contrôlait à la même époque, à lui seul, trente-six sociétés, sans tenir compte des banques qu'il avait sous son influence. Accorder des prêts de faveur aux lobbies industriels, oui, mais laisser au privé toute liberté dans la direction de leurs affaires, c'est la règle d'or. Car l'Etat est un banquier très spécial, et d'autant plus désintéressé qu'il a affaire à des groupes privés très intéressés... Et jusqu'à présent, vraiment, les grandes sociétés privées n'ont jamais eu à se plaindre des banques nationalisées. Mieux même. Si l'Etat, toujours discret, répugne à entrer dans les conseils d'administration des entreprises, même celles où il détient des participations importantes, il n'écarte pas, au contraire, les banquiers privés des conseils d'administration de ses propres banques ou entreprises publiques. A titre d'exemple, la moitié des postes d'administration d'Air Inter reviennent à des groupes privés. Les administrateurs privés ou publics finissent par être interchangeables et passent avec aisance du public au privé. Autre exemple : les P-DG actuels de Paribas, du CCF, du Crédit du Nord, du CIC, de Suez, qui appartiennent tous au secteur des banques en passe d'être nationalisées, viennent tous du secteur public où ils occupaient auparavant des postes importants. Ils « traitaient » alors avec les P-DG des grands groupes privés ! Ce sont les mêmes hommes du même milieu. Quand ils sont dans le public, ils ne sont ni plus ni moins que les démarcheurs du secteur privé au sein des banques ou entreprises nationalisées.

*Les banques nationalisées actuelles n'ont jamais permis à l'Etat de contrôler réellement l'attribution des crédits aux grosses sociétés privées. Elles se font d'ailleurs concurrence entre elles pour attirer ces gros clients, et réalisent les mêmes opérations pour se disputer la clientèle. Cela, évidemment, sans se préoccuper d'un quelconque intérêt économique général. **« Le Plan ? Connais pas »** répondait le P-DG de la Société Générale, M. Lauré, à des journalistes économiques.*

Si l'Etat tenait un tant soit peu à contrôler l'attribution du crédit à l'industrie, il commencerait par fusionner les banques nationalisées existantes en une seule banque. Car seule une gestion unique, une centralisation de leurs opérations, rendrait possible un contrôle de leurs activités auprès des trusts privés, qui à l'heure actuelle ont tous les moyens de faire de la surenchère auprès de ces banques concurrentes.

Mais le secteur bancaire public a servi avant tout à rationaliser la collecte des dépôts en tous genres, où viennent s'approvisionner les grands groupes industriels en panne de capitaux. Les banques nationalisées, en quelque sorte, socialisent l'épargne et l'argent dont disposent les particuliers... au profit d'une poignée de grands capitalistes privés qui imposent leur loi.

Et les nouvelles nationalisations ne modifieront en rien le système.

Guy FICHET

La DST ne sent pas la rose, enfin... pas encore

Le journal *Le Matin* du 22 septembre a révélé que des agents de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire) auraient été à l'origine d'attentats attribués au FLB. Dans la nuit du 12 au 13 avril 1972, la villa d'un gros entrepreneur parisien, Bouygues, avait été en partie soufflée par une explosion près de Saint-Malo. Arrêtés quelques heures après (la police n'ayant guère eu à chercher, si *Le Matin* est bien informé !), les plastiqueurs furent ensuite condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat. Mais, précise le quotidien, cet attentat avait été « suggéré » puis préparé par des membres de la DST de Rennes qui manipulaient, en le faisant chanter sur sa vie privée, un sympathisant du FLB. Deux ans plus tard, la DST aurait récidivé en faisant plastiquer dans des conditions analogues le relais de télévision de Roc-Trédudon, ce qui eut pour résultat de priver de télévision près d'un million de téléspectateurs pendant trois mois.

Le but de ces opérations aurait été de discréditer les autonomistes bretons du FLB, en leur faisant endosser et commettre des attentats impopulaires.

Cette affaire (où seraient impliqués le directeur, un des quatre sous-directeurs et un commissaire divisionnaire de la DST, selon *Le Matin*) met en cause, une nouvelle fois, des membres de la DST et finalement les méthodes et les moyens mis en œuvre par les différentes polices pour lutter contre ceux qu'elles appellent « l'ennemi intérieur ».

Voici quelques semaines, une autre affaire, celle de la tuerie d'Auriol, avait levé un coin du voile qui recouvre habituellement les activités des différentes polices (officielles et parallèles) ainsi que leurs liens avec certaines officines comme le SAC. Mais on sait que, finalement, à Marseille, tout semble rentrer dans l'ordre, c'est-à-dire dans l'ombre, puisque apparemment on n'apprendra jamais quel était le mystérieux « Monsieur X », qui aurait commandé la tuerie. Mieux même, Jospin, le premier secrétaire du Parti Socialiste, a en quelque sorte donné l'absolution à Debizet après qu'il eut bénéficié d'un non-lieu, en déclarant, en réponse à ceux qui parlaient de dissoudre le SAC : *« Le plus salubre, c'est que « ses responsables » contribuent à sa salubrité ».* En clair, le gouvernement ne peut ni ne veut manier lui-même le balai. On l'a vu à propos du SAC et on risque de le constater dans cette nouvelle affaire où des membres de la DST sont mis en cause.

En effet, même si le président de la République n'est plus le même qu'avant le 12 mai, l'appareil d'Etat, lui, n'a pas changé, il est resté tel que la droite l'a laissé. Et on aurait tort de croire, comme le laisse entendre *Le Matin,* que Mitterrand et Mauroy vont s'attaquer aux services « spéciaux » et y effectuer *« la grande purge »* qui *« est en préparation ».* Oh, peut-être ont-ils envie, quand même, de régler quelques comptes, au moins personnels, puisque, selon *Libération* du 23 septembre, voici quelques années, Mitterrand lui-même aurait eu droit à un travail de « plomberie », qu'il n'avait pas demandé à la DST. Mais en tout cas, cela n'ira pas bien loin, car les services spéciaux sont trop liés aux autres corps de l'Etat, et notamment à l'armée et à la police, pour qu'on puisse y toucher sans s'attaquer finalement à l'ensemble de l'appareil d'Etat.

Alors, tout ce que peut et veut faire le gouvernement dans cette nouvelle « affaire », c'est de « demander des explications » au chef de la DST, comme vient de le faire, paraît-il, Defferre, le ministre de l'Intérieur, depuis la parution de l'article du *Matin.* Peut-être ira-t-on jusqu'à muter quelques fonctionnaires trop ouvertement compromis ; d'autres bénéficieraient d'une retraite anticipée. Eh oui, « place aux jeunes », à ceux qui profiteront peut-être du changement gouvernemental pour se placer, quitte à « balancer » quelques informations (limitées) à la presse ; ces « jeunes » qui ont exécuté hier des opérations sous la direction de chefs sans doute liés aux gouvernements d'alors et qui, demain, à leur tour, en organiseront d'autres pour le nouveau régime quand il en aura besoin, en Afrique, en Nouvelle-Calédonie, en Bretagne ou ailleurs...

Yves MORINIER

Quelques « coups tordus » connus

Officiellement chargée de traquer « les espions venus du froid », la DST — malgré le millier d'hommes qu'elle compterait — fait peu parler d'elle sur ce terrain. Et il est assez rare que les journaux annoncent qu'elle a amené devant la Cour de sûreté de l'Etat un dangereux individu à l'accent venu d'ailleurs et cherchant à se procurer les plans du TGV ou la recette du cassoulet toulousain.

Par contre, cette même DST a eu les honneurs de la presse en quelques autres occasions, évidemment jamais bien élucidées.

En 1968, par exemple, il y a eu cette liste d'un millier de noms de militants d'extrême-gauche et de gauche à interner dans des stades, que des gens de la DST (prévoyant que les « événements de mai » pourraient aller trop loin à leur goût) auraient remis au SAC de Marseille (déjà !).

Le 3 décembre 1973 éclata l'affaire des « plombiers » du **Canard enchaîné,** un collaborateur du journal ayant découvert, en pleine nuit, des poseurs de micros dans les locaux. Le **Canard** eut beau donner des précisions, des faits et onze noms de policiers de la DST impliqués dans l'affaire selon lui, le 26 décembre 1976 la justice conclut à un non-lieu.

Le 10 mai 1980, ce sont des hommes de la DST qui arrêtèrent Delpey et tentèrent de lui faire avouer ensuite où il avait déposé 187 documents de Bokassa qui se trouvaient assez compromettants pour l'ancien président dans « l'affaire des diamants », documents qui disparurent ensuite « mystérieusement » et ne purent jamais être publiés.

En avril-mai dernier enfin, dans la fièvre électorale, à la DST (mais aussi au SDECE et aux Renseignements Généraux) on brûla et fit disparaître force dossiers jugés encombrants ; parmi ceux-ci il y aurait, selon le journal **Libération** du 23 septembre, les dossiers Curiel (un militant tiers-mondiste assassiné à Paris et dont on n'a jamais retrouvé et sans doute recherché les assassins) et De Broglie, un ancien ministre et ancien dirigeant des giscardiens, qui fut assassiné dans des conditions jamais bien éclaircies.

P.I

EN BREF...

n n'est jamais ahi que par ès amis

(AFP)

Raymond Barre vient de rticiper à un colloque avec s chefs d'entreprise et des onomistes espagnols.
D'après le quotidien **aro 16,** il a analysé la faite de la droite en ance. Elle est due, selon , à la crise économique, au us des électeurs de con- r la présidence à un même mme pendant quatorze s, à la division de la droite à la presse accusée d'être **e gauche à 80 % ».**
Curieux, on ne se doutait s qu'Hersant, grand patron très nombreux journaux et and ami de l'ex-majorité, chait son jeu à ce point !

acques a dit...

(AFP)

Chirac avait prévu une con- rence de presse pour le 30 ptembre. Il a fait dire qu'il repoussait au 5 octobre. Et mme il vaut mieux faire rler de soi deux fois plutôt 'une, il a dévoilé dès main- nant les parties montrables ses objectifs.
Il veut **« renforcer les liens tre toutes les formations l'opposition ».** Et d'un. Dur beur, quand on pense aux eilles rancunes qui sta- nent au sein de x-majorité.
Il veut aussi **« renouveler s idées »** et **« la manière de s exprimer ».** Et de deux. Il y au moins là une idée de op ou un aveu involontaire : n'y a que ce qu'on ne renou- velle pas dont on a besoin de changer le style !
Il souhaite enfin **« favoriser l'entrée en politique de femmes et d'hommes nouveaux ».** Et de trois. A la bonne heure ! Si des femmes nouvelles se sentaient des vocations de ce côté-là, elles peuvent toujours aller se renseigner auprès de Florence d'Harcourt, mise sur la touche en 1978 pour laisser son siège de député à R. Hersant.
Le 22 septembre, Chirac annonce le haut ; le 5 octobre, il révèle le bas.
Mais qui se soucie des charmes secrets que le RPR voudrait encore nous dévoiler ?

L'as de la météo patronale

Jeudi 17 septembre, Mauroy était l'invité d'Antenne 2 Midi.
« S'ils (les chefs d'entreprise) **ne sont pas d'accord politiquement avec nous,** a-t-il déclaré, **je pense qu'ils peuvent avoir confiance en nous. Ce que nous leur apportons, ce n'est pas seulement des idées, une grande politique industrielle, c'est aussi un climat social nouveau ».**
Avec l'ancien gouvernement, vous aviez des grèves. Avec nous au moins, pas de danger !
Il s'engage bien vite pour les travailleurs, Pierre Mauroy. Car les travailleurs savent bien que les patrons ne deviennent un peu raisonnables que lorsqu'ils commencent à avoir peur.

Une exposition qui tombe à pic

En 1988 il doit y avoir une exposition universelle Parmi les villes qui postulent pour l'organiser, Paris semble bien placé, si l'on en croit les augures. C'est que 1988, c'est juste un an avant le deuxième centenaire de la Révolution de 1789... Et puis, il se trouve qu'en 1988, c'est aussi l'année de l'élection présidentielle en France... 7 ans, c'est long pour un état de grâce... Il ne faut rien négliger pour le ranimer, même 7 ans à l'avance.

Société de crédit ou d'escrocs ?

Dans son numéro du mois de septembre 1981, le mensuel **Que choisir** de l'UFC (Union fédérale des consommateurs), cite les faits suivants : En 1972, pour faire construire, un couple, en plus d'un emprunt au Crédit Foncier de France, emprunte 30 000 F à la société de crédit UCB-CFEC. Ayant des difficultés financières, ils ne peuvent faire face aux remboursements des emprunts souscrits et, en 1976, l'UCB fait vendre leur maison qui par adjudication revient à la Sté Carnégie au prix de 49 000 F.
Cette somme ne recouvre pas les sommes dues, et l'UCB cherche à faire une saisie-arrêt sur les salaires des ex-propriétaires. Ceux-ci se renseignent et s'aperçoivent que les principaux actionnaires de la Sté Carnégie ne sont autres que l'UCB et la CFEC, société Carnégie qui a revendu quelques mois plus tard la maison pour un plus juste prix... 135 000 F, soit plus de 2 fois et demie le prix d'achat.
Ainsi la société de crédit se fait rembourser les emprunts au tarif le plus élevé possible et fait gagner ou gagne par l'intermédiaire de la Sté Carnégie 86 000 F en quelques mois.
Un exemple parmi tant d'autres, sans doute.

Assignation à résidence pour 5 militants basques espagnols

Trois des cinq militants basques espagnols qui faisaient la grève de la faim depuis le 30 août, pour protester contre le retard mis par le gouvernement à se prononcer contre leur extradition vers l'Espagne, viennent, en attendant, d'être assignés à résidence à l'île d'Yeu. Par ailleurs, ni Matignon ni le ministère de la Justice n'ont encore notifié au gouvernement espagnol leur refus d'extrader ces militants, même si Mauroy et Badinter s'étaient prononcés il y a quelques semaines contre le principe des extraditions politiques. Et rien ne permet d'affirmer qu'ils honoreront leurs principes. Paris s'est par ailleurs récemment engagé auprès de Madrid à surveiller de près les Basques qu'il refuserait d'extrader.
Cet engagement-là est donc respecté. Les socialistes au gouvernement gardent les Basques indésirables à l'île d'Yeu. Les mêmes socialistes, en février 1977, s'étaient indignés que le gouvernement de Giscard ait assigné 12 militants basques dans le même lieu. Mais, à l'époque, ils étaient dans l'opposition...

Ministre communiste des Transports :

l'apprentissage du flou artistique

« On nous a légué un héritage détestable ». **C'est, chez les ministres du gouvernement Mauroy, un véritable leitmotiv et le ministre communiste des Transports n'a pas dérogé à la règle dans la longue interview publiée par** l'Humanité **du 18 septembre.**
C'est vrai : en matière de transports en commun comme ailleurs, l'héritage est lourd. Mais, à la lecture de l'interview, bien malin qui pourrait dire ce que sera, dans ce domaine, la politique du nouveau ministre !
S'agissant des prix accordés par la SNCF aux patrons, Fiterman dénonce le passé : « On a ainsi conduit la SNCF à pratiquer une politique de sous-tarification. **L'Humanité** a suffisamment parlé des fameux tarifs privilégiés accordés aux grandes entreprises pour que les lecteurs sachent à quoi je fais allusion ». **Très bien. Mais le gouvernement a-t-il l'intention d'y mettre un terme et, si oui, quand ? Pas un mot là-dessus...**
Le précédent gouvernement avait choisi de mettre l'accent sur les réalisations du type TGV, au détriment des lignes secondaires. Fiterman, lui, parle de tout faire : à la fois développer le TGV et développer les lignes secondaires. Avec le budget actuel de la SNCF ? Pas la peine de se poser la question : le ministre se garde bien de prendre des engagements par avance en fixant des priorités.
Quant à la question brûlante des tarifs voyageurs, on nous rassure : « Ce qu'il faut donc, c'est d'abord cesser la politique d'augmentation échevelée des tarifs ». **Voilà qui serait le bienvenu, encore que cela prenne des allures d'autocritique, puisque les hausses d'août et septembre ont bel et bien été décidées par l'actuel gouvernement... Mais restent les vieilles revendications de la CGT à honorer :** « La revendication de la carte hebdomadaire payée par l'employeur est-elle la « solution technique » qui sera retenue ? Il serait prématuré de l'affirmer », **dit Fiterman dans la même interview. Et** l'Humanité **du 18 juillet, en annonçant les hausses en région parisienne, affirmait :** « Les communistes appuient l'initiative de l'URIF-CGT, qui fait actuellement signer dans les entreprises des pétitions demandant (...) que la carte orange, étendue à toute l'Ile-de-France, soit également payée par l'employeur ». **Les communistes « appuient », mais le ministre communiste Fiterman renvoie à plus tard.**

Jean-Jacques FRANQUIER

Photo LO

« Il faut être démocrate jusqu'au bout... »

Une nouvelle politique de transports, « cela exige (...) aussi qu'une concertation réelle s'instaure avec tous les intéressés : usagers, travailleurs, collectivités locales, professionnels concernés (...), la volonté des gens est plus importante que toutes les études et projets savants concoctés dans les bureaux par quelques éminents docteurs. Il faut être démocrate jusqu'au bout ».
C'est sur cette belle déclaration que Fiterman concluait l'interview publiée dans l'Humanité **du 18 septembre. En même temps, il affirmait que c'est sur sa demande que le Premier ministre venait de créer une commission de réflexion sur les transports. L'occasion de mettre en pratique les beaux principes. La composition de la commission a été rendue publique : on y trouve un conseiller d'Etat, un administrateur civil au ministère de l'Economie, un conseiller à la Cour des comptes, un administrateur à l'INSEE, deux ingénieurs des Ponts et Chaussées, un ingénieur en chef des Mines, un ingénieur conseil, trois universitaires, un « philosophe », un ingénieur de l'aviation civile, le maire de Besançon... et c'est tout.**

Usagers, travailleurs, pas de précipitation : laissez nos « éminents docteurs » réfléchir en paix...

HORS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE, LES GENDARMES FRANÇAIS !

A la suite de l'assassinat du dirigeant indépendantiste calédonien Pierre Declercq, les déclarations désolées n'ont pas manqué dans la bouche des ministres. C'est ainsi qu'Henri Emmanuelli, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a exprimé **« l'indignation et l'émotion profonde »** du gouvernement. Jusqu'au député RPR de la deuxième circonscription de Nouvelle-Calédonie, Jacques Lafleur, qui a **« condamné avec la plus grande fermeté »** l'assassinat.

Mais est-ce pour mener l'enquête contre les assassins que deux escadrons de gendarmerie ont été dépêchés d'urgence de Polynésie vers la Nouvelle-Calédonie, tandis qu'une centaine de gendarmes se sont envolés de Paris à destination de Papeete ? Est-ce pour mettre hors d'état de nuire ceux qui ont commandité le crime qu'il est envisagé de renforcer encore les **« forces de sécurité »** en Nouvelle-Calédonie ? Non, bien sûr.

Au-delà de l'indignation de commande qu'affichent les ministres socialistes, c'est la colère de la population kanake et ses réactions à la nouvelle de cet assassinat qui inquiètent le gouvernement. En effet, si ce dernier serait peut-être prêt à accorder à la Nouvelle-Calédonie un statut un peu plus autonome aux DOM et aux TOM, il n'est en aucun cas question pour lui d'accorder l'indépendance revendiquée par les indépendantistes. La Nouvelle-Calédonie est l'un des premiers producteurs mondiaux de nickel, des ressources dont les industriels français ne sont pas disposés à se passer et que le gouvernement est décidé à leur garantir.

Si Pierre Mauroy s'est, comme les autres, déclaré indigné de ce « lâche assassinat », il s'est empressé d'ajouter sur les ondes de France-Inter que **« toutes les mesures ont été prises »** pour **« éviter que la situation ne puisse s'aggraver ».** Les gendarmes français ont donc été envoyés contre la population calédonienne, pas contre l'extrême-droite colonialiste.

Contre le meurtre du leader indépendantiste, la population kanake n'avait pas besoin des gendarmes français. Elle a fait ce qu'il fallait. Elle s'est mobilisée. Plusieurs barrages routiers ont été dressés par des militants indépendantistes armés. S'ils ont été levés dans la nuit du 22 au 23 septembre, ils doivent être remis en place lors des obsèques de Pierre Declercq le 24 septembre — date anniversaire du rattachement de la Nouvelle-Calédonie à la France et symbole du colonialisme. D'ores et déjà, manifestations et protestations se sont multipliées à Nouméa et à l'intérieur du pays. Dans l'île d'Ouen, l'aéroport a été bloqué. Plusieurs municipalités à majorité indépendantiste ont fermé les bâtiments officiels, tandis que des commerçants fermaient leurs boutiques. Le mot d'ordre de grève d'une heure dans la matinée du 22 septembre, lancé en signe de deuil et de protestation par l'ensemble des syndicats de Nouvelle-Calédonie, a été largement suivi. Le Front Indépendantiste a décidé d'empêcher la tenue cette semaine de la foire agricole du Bourail, fête annuelle qui regroupe la quasi-totalité de la population européenne. Dans plusieurs régions, des colons connus pour leurs sentiments anti-indépendantistes ont été menacés. A Nouméa, une soixantaine de manifestants qui voulaient investir la station de FR3 pour **« donner la parole au peuple kanak »** ont été accueillis par la police. En fait, c'est cette agitation de la population, bien décidée à ne pas laisser assassiner les siens sans réagir, qui inquiète le gouvernement. Et les gendarmes français envoyés en Calédonie sont partis protéger les intérêts des assassins de Pierre Declercq.

Le leader indépendantiste assassiné a eu droit aux condoléances officielles mais la population, elle, a droit aux forces de l'ordre impérialiste français. Il est vrai que les socialistes au gouvernement ont acquis de solides traditions dans le maintien de l'ordre colonialiste.

Annick MORIZET

ETATS-UNIS :

Succès de la manifestation anti-Reagan de Washington

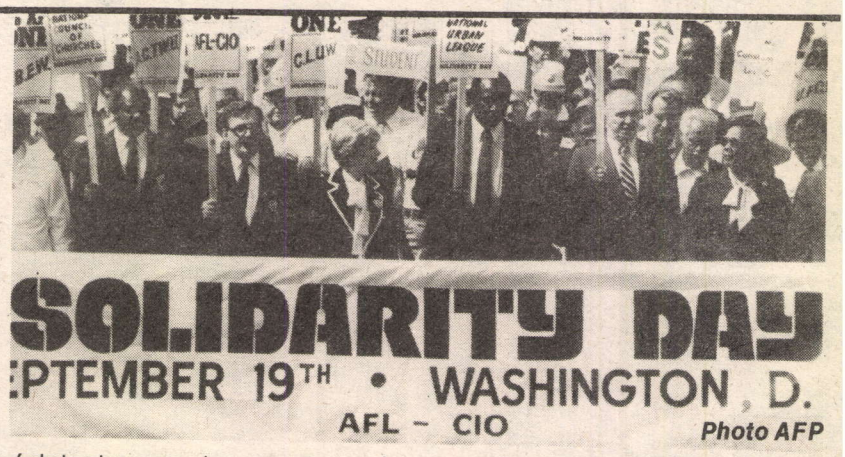


Photo AFP

Samedi 19 septembre, à l'appel de la confédération syndicale américaine AFL-CIO, 300.000 personnes sont venues d'un peu partout aux Etats-Unis pour manifester à Washington leur opposition à la politique menée par Reagan.

Depuis son accession à la Maison-Blanche, voici bientôt un an, celui-ci n'a manqué aucune occasion de s'en prendre aux travailleurs. Cité par la revue américaine **Time** du 14 septembre, à une récente convention d'un syndicat du bâtiment qui se tenait à Chicago (et où Reagan, invité, a pu prendre la parole), un délégué de l'Indiana a déclaré : **« Il** (Reagan) **s'en est pris à chacune des conquêtes sociales pour lesquelles nous nous étions battus depuis plus de 40 ans ».** Et de fait, en moins d'un an, Reagan s'est attaqué aux allocations chômage, à l'aide médicale, à l'aide aux minorités raciales (les plus pauvres et les plus touchées par le chômage). Pour accroître le budget militaire de 7 % par an (compte non tenu de la hausse des prix), Reagan ne cesse de répéter qu'il faut réduire les dépenses sociales.

Evidemment, les mesures prises par l'administration Reagan n'ont pas toutes le même caractère. Les attaques contre le niveau de vie des travailleurs, déjà durement touchés par le chômage, se font parfois insidieuses, comme dans le cas des retraites dont il est question de repousser de plusieurs mois le rattrapage par rapport au coût de la vie (une sorte d'échelle mobile des pensions avait été obtenue par les travailleurs depuis plus de quarante ans). Cela se fait parfois de façon plus violente, comme dans le cas des 11.438 contrôleurs aériens licenciés par Reagan pour fait de grève, voici quelques semaines. Par ailleurs, certaines corporations de travailleurs sont particulièrement touchées par la crise : dans l'automobile les salaires ont baissé l'an dernier ; en 1980, il y a eu 100.000 licenciements chez les camionneurs.

Les raisons du mécontentement des travailleurs américains ne manquent donc pas et il s'est clairement exprimé à l'occasion de la manifestation de samedi, à Washington, l'une des plus grandes — plus grande même que le grand rassemblement contre la guerre du Vietnam en 1969 — qu'aient connues les Etats-Unis depuis longtemps.

Surprenante par sa taille, cette manifestaion l'était aussi... par son existence même. En effet, aux Etats-Unis, les manifestations syndicales — **« les actions de rue »,** comme disent habituellement les dirigeants de l'AFL-CIO — sont rarissimes et, face à la politique anti-ouvrière de Reagan, depuis un an, les syndicats avaient surtout brillé par leur absence de réaction. Liés à l'administration Carter et au Parti Démocrate alors au pouvoir, les bureaucrates syndicaux se gardaient bien, avant l'élection présidentielle de novembre 1980, de remettre en question la politique du gouvernement d'alors ou de mener des luttes d'envergure contre les effets de la crise économique. Mais, même depuis l'élection de Reagan et l'arrivée au gouvernement du Parti Républicain, les syndicats n'avaient guère bougé.

Ce qui a amené l'AFL-CIO à organiser cette manifestation du **« Jour de Solidarité »,** c'est sans doute bien moins l'existence d'un mécontentement ouvrier que le mécontentement des **« chefs de l'AFL-CIO qui,** écrit **Time** du 14 septembre, **se plaignent qu'il n'y ait personne dans l'administration Reagan auprès de qui ils puissent déposer leurs doléances ». « Superbement ignorés »** par l'administration, poursuit cet hebdomadaire, **« les dirigeants des syndicats disent qu'ils ne sont pas consultés même dans les questions de la plus habituelle routine** (...) **ayant trait aux syndicats ».** Et de ce point de vue, ce n'est sans doute pas par hasard que Kennedy et Mondale, les deux candidats à l'investiture démocrate pour les présidentielles de 1984, déclaraient soutenir la manifestation (Kennedy avait même organisé une vente de badges « Kennedy 84 » le long du parcours) : repoussés par Reagan et les républicains, les dirigeants des syndicats sont tout prêts à regarder avec sympathie du côté du Parti Démocrate.

Ceci dit, et malgré les arrières-pensées des bureaucrates de l'AFL-CIO, la manifestation du 19 septembre a été un succès éclatant pour tous ceux qui s'opposent à la politique de Reagan et à celle de son secrétaire d'Etat au Travail, Raymond Donovan, ancien patron de choc d'une grosse compagnie de construction, ce qui est tout dire.

Jusqu'à maintenant, en l'absence de toute initiative syndicale, il n'y avait guère que des grèves « sauvages », souvent locales et isolées. La manifestation du 19 organisée par l'AFL-CIO signifie-t-elle que, désormais, les syndicats vont se montrer un peu plus offensifs ? Il est évidemment impossible de le prévoir. Par contre, il n'est pas impossible que le succès de cette manifestation — indépendamment de la politique que suivront ou non les bureaucrates de l'AFL-CIO — redonne un nouvel élan à la combativité ouvrière aux Etats-Unis et que les travailleurs américains s'en trouvent renforcés pour tenter de mettre en échec Reagan et son plan de guerre contre le niveau de vie de la classe ouvrière.

Jean-Jacques FRANQUIER

Des barreaux à briser

Depuis 1922, le Noir américain John Davis croupit entre les murs de la prison d'Etat de la Caroline du Sud, pour avoir volé... une montre et cinq dollars.

Il vient de célébrer sous les verrous sa cent cinquième année. L'administration lui a offert sa mise en liberté surveillée. John Davis n'en veut pas : que pourrait-il en faire ?

Mais qui lui rendra compte du vol de soixante années de vie ?

Radios privées : pub ou pas pub ?

Publicité autorisée ou pas pour les radios libres ? Il semble que l'on ait quelque mal à trancher dans les sphères gouvernementales.

Au Conseil des ministres du 9 septembre dernier, Georges Fillioud, ministre de la Communication, proposait un texte de loi qui évoquait la possibilité de publicité sur les ondes des radios libres. Mais à la sortie du même Conseil, cette petite phrase avait été gommée. Malgré tout, devant la commission des affaires culturelles au Sénat, G. Fillioud déclarait à nouveau que les radios privées locales devraient pouvoir bénéficier de « recettes de publicité commerciale, dans des conditions bien déterminées en durée et en volume ». **Mais il semblerait que le gouvernement ait opté, pour l'instant en tout cas, pour un projet différent. Dans une interview au** Journal du Dimanche **du 20 septembre, G. Fillioud annonçait** « qu'au terme des réflexions qui ont été conduites jusqu'ici, il apparaît qu'il n'est pas possible d'accepter la publicité sur les antennes privées. Même en petite quantité. Et cela faute de pouvoir organiser un contrôle efficace ». **C'est finalement cette position que Fillioud doit défendre devant l'Assemblée nationale, où le projet de loi est discuté les 24 et 25 septembre.**

Est-ce la fin des radios libres, comme le prétendent certains ? C'est en tout cas un frein pour bon nombre de projets qui se sont fait jour depuis que l'élection de Mitterrand a laissé entrevoir une libéralisation du monopole d'Etat sur les ondes. Beaucoup ont cru qu'après les positions intraitables du gouvernement giscardien, l'arrivée des socialistes marquerait le début d'une politique radicalement différente dans le domaine des radios libres. Mitterrand lui-même ne faisait-il pas l'objet d'une inculpation depuis août 1979 pour sa participation à « Radio-Riposte » ? (Il vient d'ailleurs de bénéficier d'un non-lieu, l'infraction étant couverte par l'amnistie...).

Pour beaucoup, libéraliser les ondes signifiait donner la possibilité d'un financement autonome grâce à la publicité. Depuis juin, des dizaines, des centaines de radios se sont créées à Paris et dans les grandes villes de province. Des radios associatives, radios politiques, radios militantes, certes, mais aussi des radios de type commercial. Certains grands quotidiens comme Le Monde, Le Parisien libéré **ou** France-Soir **ont eux aussi en projet, certains bien avancé, d'animer des radios.**

Seulement, autoriser les radios commerciales avec publicité, c'est aussi constituer une concurrence pour la presse écrite, en tout cas pour tous les journaux, surtout en province, qui n'ont pas pu ou pas voulu se lancer dans l'expérience d'une radio. Et il semblerait qu'un certain nombre de pressions venant de ces milieux auraient fait pencher la balance en faveur de l'interdiction de la publicité. C'est paraît-il Gaston Defferre, ex-P-DG du quotidien du Midi Le Provençal, **qui s'est fait le porte-parole de la presse quotidienne régionale contre l'introduction de la publicité sur les radios privées.**

Est-ce que cette interdiction fermera la porte aux projets commerciaux ? Pas forcément. La FNAC vient de s'associer au journal Le Monde **dans le projet de Radio Cité Future. Est-ce un mécénat désintéressé pour autant ? Car, avec ou sans publicité, il serait illusoire de croire que, dans cette société, le secteur des radios libres peut se développer en dehors des intérêts capitalistes. Quels que soient finalement les termes de la loi qui sera votée par l'Assemblée, elle n'empêchera sans doute pas les intérêts commerciaux d'utiliser ce moyen dans un but tout à fait mercantile. Tout comme le monopole d'Etat n'empêche pas les grandes radios dites « périphériques » d'être sous la coupe d'intérêts privés et de vivre sur la publicité. Malgré tout, ces radios restent contrôlées d'une certaine manière par le gouvernement. Celui-ci craindrait-il de se retrouver avec des stations de radio importantes, dans les grandes villes, qui échapperaient à son contrôle ?**

Il reste que, publicité ou pas, la véritable démocratisation des ondes ne passe pas forcément par les radios dites libres. Celles-ci de toute façon n'auront jamais les moyens techniques et financiers de la radio d'Etat. La véritable démocratisation serait une radio d'Etat qui ne soit pas seulement la libre expression politique du régime en place. Une radio sur laquelle la population aurait son contrôle, une radio qui se ferait l'expression des opinions de toutes les associations, des courants politiques, qui se ferait l'écho des problèmes des travailleurs de ce pays. De ce point de vue, il n'y a guère de chances que la venue de la gauche au gouvernement marque un changement.

Pierre CHAMBEY

De petits moyens... (Photo Rush/Patrick Zachmann)

...et des moyens plus gros ! (Ph. Roger Picard)

IMPOT SUR LA FORTUNE
Comment ils y échappent

Investir, journal économique patronal, a publié le 12 septembre un article intitulé : **« Impôt sur la fortune : Comment y échapper ? ».**

Le titre est explicite et les recettes variées. Il s'agit, comme le dit l'auteur, **« d'atténuer les effets négatifs de ce nouvel impôt »** qui touche les fortunes supérieures à 3 millions.

Le premier remède, qui est déjà largement employé, consiste à fractionner les biens entre les membres d'une même famille.

Les autres vont de l'artifice juridique au placement intelligent de capitaux sur des valeurs peu ou pas du tout imposables.

Côté astuces juridiques, on peut, par exemple, transformer ses possessions immobilières personnelles en biens d'une société civile de placement immobilier, moins imposée. C'est toujours cela de gagné.

Côté placements intelligents, on peut acheter des « actifs anonymes » : or, diamants, bijoux, bons du Trésor, etc. Comment imposer un possesseur non identifié ?

On peut aussi se constituer un petit musée personnel et insaisissable : dans un pays de culture comme la France, nous précise l'auteur, on envisage mal **« une mise sous cadastre des œuvres d'art ».**

Enfin, ingéniosité suprême, on peut avoir des dettes, beaucoup de dettes qui, venant en déduction de l'assiette de l'impôt, feront passer le patrimoine au-dessous de la barre fatidique des 3 millions. Et si ces dettes semblent un peu maigres, il suffit, c'est **Investir** qui le dit, de les « optimiser ».

L'Humanité du 21 septembre, qui relève le titre de l'article, s'en scandalise et bat le rappel pour que les précautions soient prises afin que les riches ne transforment pas la mesure gouvernementale en « passoire ».

Le seul ennui, et **l'Humanité** le sait bien, c'est que cet impôt-gadget est déjà une passoire. Et lorsque les journalistes patronaux d'**Investir** disent que **« le but de ce nouvel impôt n'est pas de procurer des ressources »** mais de **« donner des satisfactions psychologiques à ceux qui sont jaloux des riches »,** on peut les accuser de bien des malignités mais certes pas de manquer de clairvoyance sur les intentions du gouvernement. Car si ces gens-là peuvent, à l'attention du bon peuple, crier « au vol, à l'assassin », ils savent, en privé, apprécier la réalité des choses.

Sylvie MARECHAL

Trop raffiné pour être honnête

La hausse du dollar, on nous l'a bien assez répété, a renchéri nos importations de pétrole. Voilà qui était censé justifier pas moins de deux hausses successives de l'essence, en juin et août derniers. Lesquelles hausses n'ont pas empêché les compagnies pétrolières de crier misère.

Mais rassurez-vous : ***« Les raffineurs français ne perdent plus d'argent ».*** *C'est ce que titre le journal* ***Les Echos.*** *En effet, non seulement le dollar a baissé dernièrement, mais les prix du pétrole brut également.*

Alors, va-t-on voir une baisse du prix du super à la pompe ? Interrogé à ce sujet, Mauroy s'est fait tout ce qu'il y a de plus évasif.

Les compagnies pétrolières, en tout cas, pensent pour leur part que ce n'est vraiment pas le moment. Car ces firmes, qui ont déjà perdu tant d'argent cet été (mais ont continué à vendre l'essence par pure philanthropie), ont des projets de modernisation pour lesquels il leur faut de 15 à 20 milliards de francs dans les dix ans à venir. D'où il découle que l'argent serait mieux dans leur poche que dans la nôtre.

Des gens très bien, ces raffineurs : ils vont jusqu'à trouver un placement pour débarrasser les automobilistes de leur argent superflu !

J.L.C.

dans les entreprises...

Les réactions face à la nationalisation à Rhône-Poulenc Vitry

Pour les travailleurs

« La nationalisation ? Bien sûr, je suis pour, mais ça ne changera pas grand-chose ». **En disant cela, Louis, ouvrier de fabrication de 53 ans, dont 24 passés à l'usine de Vitry, résume en quelques mots ce que pensent la plupart des ouvriers. Pas d'hostilité, mais pas d'enthousiasme non plus.** « On attend de voir ». **Mais en attendant, chacun y met un peu de ses espoirs, même si c'est sans trop y croire. Et l'espoir dans cette période de chômage et de hausse des prix, c'est d'accéder à un statut qui soit proche de celui des fonctionnaires, tant au niveau de l'emploi** (« Pour ce qui est de la vie dans le travail, ça ne changera pas ; mais on aura peut-être la garantie de l'emploi, comme les fonctionnaires ») **qu'au niveau des salaires et des augmentations** (« J'espère bien qu'il y aura un peu plus de justice pour les augmentations. Ce ne sera peut-être plus à la tête du client, mais plutôt automatique, comme chez les fonctionnaires »).

Parmi le personnel de bureau, par contre, il y a un peu plus de réticences. Telle secrétaire de direction se demande : « Est-ce que je vais garder mon emploi ? ».

Quant aux cadres, s'ils n'ont pas de sympathie exagérée pour la nationalisation, dans leurs rangs c'est loin d'être l'affolement.

Pour les syndicats

Seule la CGT, majoritaire dans l'entreprise, force un peu la note : « Cela donnera la possibilité de droits accrus pour les travailleurs. Les nationalisations donneront aux travailleurs la possibilité de participer effectivement à la direction des affaires et de briser le pouvoir patronal sur l'économie de notre pays ». **Mais comme elle n'en est pas tellement sûre elle-même, elle ajoute aussitôt :** « En définitive, ce sont les travailleurs qui donneront leur véritable contenu à la nationalisation. Elle sera ce que nous en ferons ». **Justement, Daniel, technicien chimiste et militant CGT :** « J'aimerais bien qu'il y ait des têtes qui changent parmi la direction, les chefs de service et toute la clique ». **Mais, à en croire le bel optimisme affiché par l'un des directeurs de l'établissement, qui recevait récemment une délégation de travailleurs en répondant, narquois :** « On aura l'occasion d'en reparler, ensemble, après les nationalisations », **il ne faut pas trop y compter.**

Pour la direction

Quant au P-DG du groupe, il a clairement exprimé dans une récente interview que, nationalisé ou pas, Rhône-Poulenc devait continuer à fonctionner comme par le passé : « Il faut que Rhône-Poulenc poursuive son activité en tant qu'entreprise pleine et entière. (...) Ceci veut dire que les mécanismes de l'entreprise doivent être maintenus, faute de quoi les objectifs mêmes pour lesquels Rhône-Poulenc doit survivre et les intérêts mêmes de la nation ne pourront être sauvegardés ». **Maintenir les mécanismes essentiels, cela signifie** « restaurer la compétitivité du groupe dans les secteurs où il l'avait perdue, notamment dans le textile en France et dans une partie de la chimie ». **En clair, il faut que Rhône-Poulenc se tienne à son plan de restructuration du textile qui a coûté près de 6 000 suppressions d'emplois, sur un effectif de 13 200, depuis 1976 et qui en prévoit encore près de 3 000 d'ici 1983.**

Et, à condition que « les actionnaires soient traités avec équité », **Gandois se déclare prêt à se maintenir lui-même à la direction du groupe.** « Rien ne permet actuellement, **dit-il**, de supposer que la stratégie et la politique que voudra mener le gouvernement, à partir de Rhône-Poulenc, seront incompatibles avec ce que je considère comme souhaitable et possible moi-même. Au contraire, je dirai même que, dans la mesure où il a été annoncé très clairement que l'on souhaitait d'une part la compétitivité internationale, d'autre part la constitution d'un pôle de développement, enfin un lieu privilégié d'innovations sociales, ce sont des orientations générales qui recueillent mon adhésion entière ».

Bref, la nationalisation, loin de signifier un quelconque changement pour Gandois, a bien plus l'air d'être synonyme de continuité.

ORLY-SUD

Coup de colère à Air France

A Air France, les travailleurs du service hôtellerie d'Orly viennent de faire 3 jours de grève avec occupation. L'hôtellerie, c'est le service qui confectionne les repas pour les passagers et qui les livre sur les avions avant le départ.

Mardi dernier 15 septembre, ce sont les chauffeurs des camions de livraison qui se sont mis en colère. Alors que 6 d'entre eux sur 50 sont partis à la retraite dernièrement, la direction, au lieu de les remplacer, annonçait seulement 2 embauches et, pour faire effectuer le même travail par moins de bras, décrétait la modification des horaires ! Bref, augmentation du rendement et suppression de 4 postes !

Eh oui ! A Air France, compagnie nationalisée dépendant d'un gouvernement qui prétend lutter contre le chômage grâce notamment aux nationalisations, la direction s'apprêtait tout simplement non pas à créermais à supprimer des emplois !

Les chauffeurs n'ont pas tardé à réagir. D'un commun accord, ils ont mis leurs camions en travers des portes du service et ont décidé la grève illimitée avec occupation. Rapidement, c'est tout le service hôtellerie qui rejoignait la grève, réclamant l'embauche des employés, manutentionnaires, pâtissiers attendus depuis longtemps et qu'on ne voyait toujours pas venir.

Les syndicats CFDT puis CGT ont soutenu le mouvement.

A la suite de plusieurs rencontres, la direction a finalement accordé : 1e Le maintien de l'horaire (bien qu'avec un clause permettant les modifications au volontariat). 2e L'embauche de 2 autres chauffeurs. Enfin, 12 personnes de plus que ce qui était prévu seront embauchées dans le reste du service.

Sur cette base, le travail a repris vendredi 18. Certes, ces trois jours de grève on fait reculer la direction, bien plus vite que toutes les longues discussions paritaires entamées depuis juin dans l'entreprise !

Mais pour beaucoup le résultat est insuffisant et 2 postes de chauffeurs sont bel et bien suprimés !

Comme quoi, ce n'est pas parce qu'on est « nationalisé » qu'on voit forcément tout en rose !

CENTRE CHEQUES POSTAUX (Bordeaux)

Un débrayage fructueux

Depuis un an, c'est la pagaille au centre. La direction a surtout vu dans la mise en ordinateur, l'occasion de trouver 132 employées en surnombre. Pour le reste c'est l'improvisation la plus complète.

Les retards et les erreurs se sont multipliés. Depuis la rentrée, des milliers de lettres d'usagers en colère s'accumulent aux Réclamations et dans tous les services.

Mercredi 16, des bruits de débrayage ont couru. La CGT a organisé le mouvement. A 9 h 30, nous étions 500 pour aller chez le chef de centre réclamer du personnel supplémentaire.

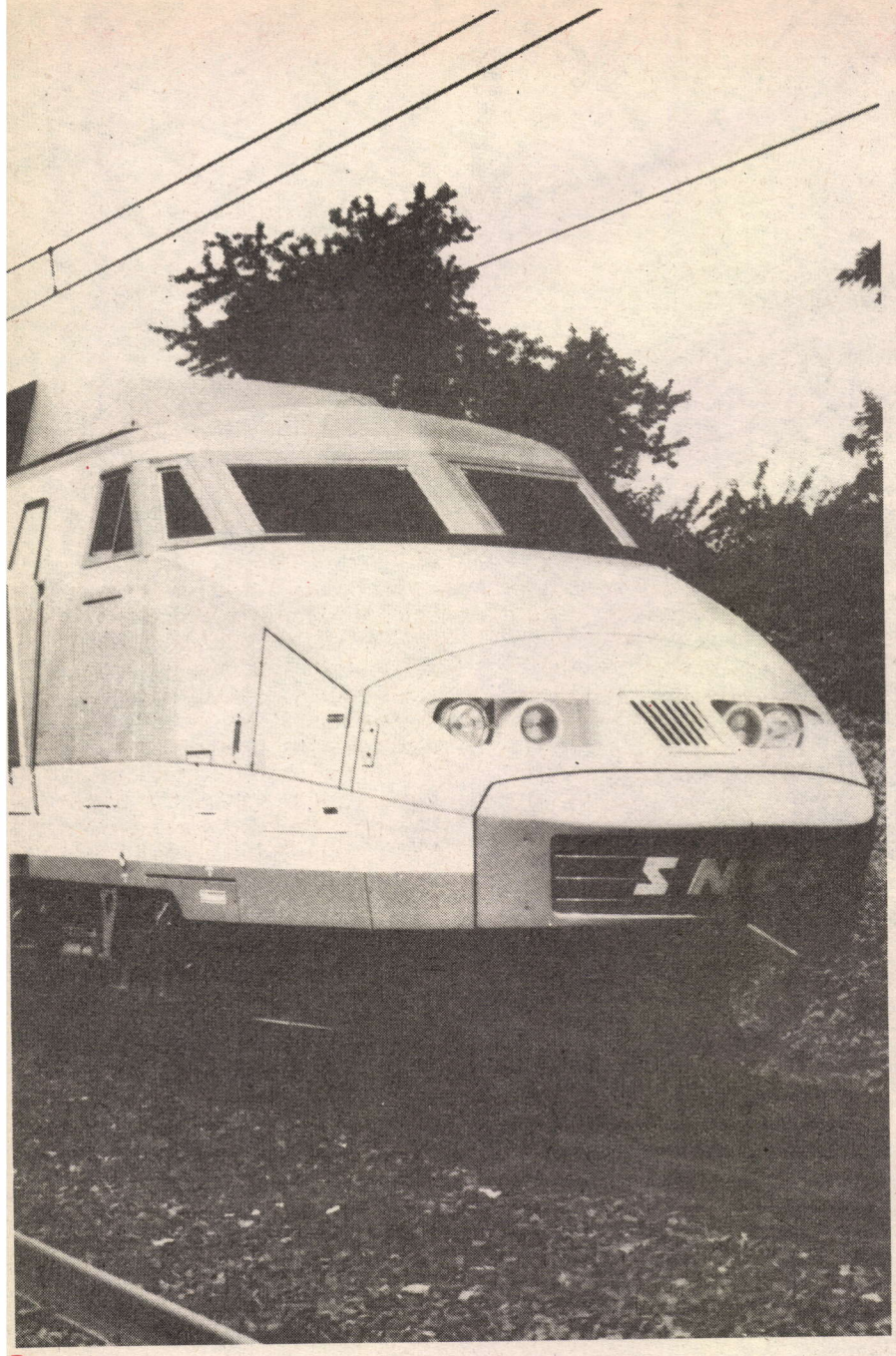
L'entretien ne donna rien : le chef de centre n'ayant proposé que de réduire le trafic de 15 % et de pratiquer « l'esprit d'entraide », ce qui fut accueilli par des huées.

Après le compte-rendu de l'entretien, une partie d'entre nous est remontée dans les salles. Mais beaucoup ne voulaient pas en rester là. Et nous nous sommes retrouvées à 200 dans les rues de Bordeaux pour aller à la direction régionale.

Surprise : les grilles, traditionnellement fermées, étaient ouvertes et nous avons été reçues par le directeur régional en personne. Tout sourire, il nous a félicitées de notre « excellent travail » et a reconnu, avec plus ou moins de réticence, le manque de personnel et la nécessité des compensateurs. La métamorphose était telle que beaucoup d'entre nous étaient décontenancées. Pas toutes, cependant, et quand il s'est dit **« enchanté d'avoir pu discuter avec cinquante jolies femmes »**, *une employée a retorqué :* « **Nous ne sommes pas un défilé de mannequins, nous sommes venues pour nos revendications** ». *Après cette entrevue, nous avons repris le travail.*

Le lendemain, nous avons appris que nous avions obtenu 2 compensateurs, le maintien et le rappel de 40 auxiliaires et la promesse du déblocage du tableau de mutations. Autant dire que le moral était au beau fixe. La grande majorité pensait que, si nous avions obtenu si vite satisfaction, la présence de la gauche au gouvernement n'y était pas pour rien. Mais toutes nous étions convaincues que, sans notre débrayage, nous n'aurions rien obtenu !

Le TGV : une bonne affair



Il n'y a pas que les ministres communistes et socialistes qui ont jubilé à l'inauguration du TGV. Il y a aussi les quelques grands groupes industriels bien français à qui la SNCF a fait faire de très juteuses affaires : Alsthom-Atlantique qui fabrique les motrices, la société Francorail contrôlée par Creusot-Loire et Jeumont-Schneider qui a fourni les rames, Sacilor les rails...

Conclure de tels marchés avec une entreprise publique comme la SNCF, c'est une véritable aubaine. La SNCF achète, tout en assurant les études préalables de tous les matériels, avec ses crédits, ses ingénieurs, dans ses bureaux d'études. Lesdites sociétés n'ont plus qu'à produire et à vendre à la SNCF... à des prix de prototypes ! Une entreprise publique, ça ne lésine pas à payer !

Ce n'est pas tout. Il faut bien qu'Alsthom, Francorail, Creusot-Loire... fassent connaître leurs mérites à l'étranger. La SNCF, la ligne Paris-Lyon, c'est leur vitrine idéale, bénéficiant de la publicité internationale voulue. Mitterrand lui-même a inauguré leurs engins ! C'est ainsi qu'en quelques mois, d'après Le Canard enchaîné, Francorail vient d'obtenir de coquets marchés en Arabie Saoudite et en Irak ; d'autres firmes, l'électrification d'un réseau au Brésil, etc.

Et, comme le remarque Le Canard enchaîné, sans que naturellement ces sociétés versent à la SNCF des royalties sur leurs ventes à l'étranger.

Décidément, les trusts privés français ont bien besoin des entreprises nationalisées. On peut tout lui demander, au secteur public. L'avantage, avec une entreprise publique comme la SNCF, c'est qu'elle peut « investir » à grande échelle, dans ce qui rapporte aux trusts privés à grande échelle. Il suffit que l'Etat lui demande. Pour dégager les milliards nécessaires, il lui suffira de faire des économies par ailleurs, de restreindre son budget de fonctionnement : supprimer des lignes secondaires, rogner sur l'entretien du réseau, réduire les effectifs au maximum. Il y a des retards sur les lignes de banlieue ? Les travailleurs des villes ouvrières devront renoncer au train, supprimé, pour prendre le car pour aller au travail ? Qu'importe, la « France » aura son TVG qui aura engraissé les industriels.

Oui, mais le TGV, nous dit-on, cela fait marcher l'industrie, cela crée des emplois, au Creusot, à l'Alsthom... Vraiment ? Autant que les 5 000 cheminots en moins chaque année ?

Car c'est bien là la question. Pour investir dans le TGV, y dépenser des milliards, « endetter la SNCF jusqu'au cou » comme aurait dit Fiterman, la SNCF a dû faire des choix. Des choix entre les intérêts des cheminots, leurs conditions de travail, la commodité de toutes les lignes du réseau, les intérêts de l'ensemble des usagers, et les intérêts de quelques grands groupes industriels qui avaient l'occasion de décrocher des marchés à des conditions inespérées, même si, bien sûr, le confort et la vitesse du TGV représentent un progrès pour les usagers d'une ligne.

En tout cas, si on avait demandé aux principaux intéressés, aux usagers comme aux cheminots, leur avis, ce n'est pas forcément le même choix qu'ils auraient fait.

Derrière le TGV, la dégradation d'un service public

Ils étaient là, tous là, en ce jour d'inauguration : Fiterman, le ministre des Transports, bien sûr ; Jobert, chargé de vendre à l'étranger ce fleuron de la SNCF ; Chevènement, ministre de la Recherche, représentant les cerveaux qui ont conçu le TGV. Mitterrand, lui, tenant la balance égale entre le rail et l'air, avait préféré faire la première partie du voyage, vers Lyon, en avion. Il y avait aussi Marchais, venu témoigner son admiration devant « cette grande œuvre de l'industrie française », et bien d'autres encore. Quelques membres de l'UDF auraient bien voulu être aussi de la fête et, pour qu'on n'oublie pas que le TGV a été conçu et réalisé sous le septennat de Giscard, ils ont brandi en gare de Monchanin une banderole avec « TGV = VGE ».

Une note discordante dans ce concert de louanges : des cheminots de la CFDT qui, au départ de la Gare de Lyon, ont manifesté pour leurs revendications.

Mais finalement le TGV est parti. Il y a eu quelques ratés. Une petite rupture de courant de rien du tout. Et le train a même dû faire du 270 km/heure pour rattraper son retard. Mais il est arrivé avec cinq minutes d'avance à Lyon-Brotteaux.

A un jour près, il ne serait peut-être même pas arrivé du tout. La veille du jour de l'inauguration, un orage s'était abattu sur le poste d'alimentation électrique de Meuilly, près de Lyon, et sur toute une partie de la ligne la signalisation électronique n'a pas fonctionné. Le TGV présidentiel, qui faisait alors des essais, a dû stopper puis rouler à vue sur une partie de tronçon. Il est arrivé avec près de 4 heures de retard à Paris. Le lendemain c'était réparé et, état de grâce oblige, tout a fonctionné normalement.

La fête est maintenant terminée. Le discours lyrique de Fiterman sur le TGV qui « invente une conception nouvelle du voyage » s'est envolé. Et il ne reste, pour la quasi-totalité des usagers, que la bien triste réalité du service public que prétend être la SNCF.

Qu'on mette en service le TGV, qu'on raccourcisse les temps entre Paris et Lyon aujourd'hui et bien d'autres villes demain, tant mieux ! Mais cela ne doit pas servir à masquer la dégradation du service public et les conditons de travail des cheminots.

Le TGV ne peut nous faire oublier ni les conditions déplorables des transports sur les lignes de banlieue (retards fréquents, entassement...), ni les suppressions de lignes secondaires, ni la fermeture de nombreuses gares. Et parmi les dernières fermetures, 9 gares de la banlieue lyonnaise précisément le 27 septembre, premier jour de la mise en service commercial du TGV !

Plus ça change, plus c'est pareil

Fiterman d'abord, Mitterrand ensuite ont multiplié les promesses à l'occasion de l'inauguration du TGV : **« Electrification, sécurité, amélioration du confort sur les lignes de banlieue et sur les services omnibus, dont la politique brutale de fermeture doit être abandonnée »**, a dit le président à Monchanin. Sans compter les TGV vers la Bretagne, Bordeaux, Bruxelles, Londres... Fort bien ! Mais donc, pour réaliser tous ces beaux projets, on va embaucher ? Sur cette question, Fiterman et Mitterrand sont restés muets. Par contre André Chadeau, l'actuel P-DG de la SNCF et qui fut en son temps directeur de cabinet de Chaban-Delmas, s'est exprimé, lui, sans fard. Pas question de se lancer dans une politique d'embauche. Tout au plus, a-t-il affirmé dans une interview au journal **Libération,** il conviendrait **« dans un premier temps de stabiliser les effectifs ».**

D'un côté on nous fait miroiter que les entreprises nationalisées et la politique de grands travaux devraient aider à résoudre le chômage, de l'autre les responsables de ces mêmes entreprises et grands travaux nous disent avec satisfaction qu'ils essaieront de ne pas créer des chômeurs supplémentaires !

Pour les uns le changement, pour les autres la continuité.

Et pour les travailleurs, la continuité sans le changement !

e pour les capitalistes

Les amis de la SNCF

Il y a bien des façons d'économiser le personnel à la SNCF, en donnant l'occasion de bonnes affaires aux amis de l'entreprise nationalisée.

Voici le cas de l'entretien des voies, cité par Le Canard enchaîné **du 23 septembre, sous le titre :** « TGV : les vampires du rail » : « Des cheminots effectuaient naguère ce travail, et ils sont de plus en plus remplacés par des machines ultra-perfectionnées. Or c'est à l'étranger, en Autriche, qu'on achète ces merveilleux engins. Peut-être parce que le représentant en France de la firme autrichienne a ses petites entrées à la SNCF ». **Et commes les pièces détachées nécessaires à ces machines sont rares, précise le rédacteur, il faut souvent racheter des machines neuves...**

Le 9 septembre, histoire de se montrer un peu, le directeur du réseau Sud-Est, accompagné de quelques huiles, part faire un tour de TGV. Mais, chemin faisant, le TGV les a plantés en pleine campagne pendant plus de deux heures.

Un agriculteur, plein d'humour, qui travaillait dans les parages, a eu la bonne idée de proposer les services de son tracteur pour dépanner le « train du siècle ».

A PARIS-MASSENA

Rentabilisation sur le dos des cheminots et des usagers

Les conditions de travail des cheminots de la nouvelle voie du TGV sont en fait les mêmes que celles de tous les autres cheminots. Partout la SNCF vise à rentabiliser au maximum. Ainsi à Paris-Masséna, atelier du Matériel qui assure l'entretien et la réparation des rames voyageurs grandes lignes circulant sur le réseau Sud-Ouest, les effectifs sont passés de 1 055 en 1975 à 900 en 1981. Et tout indique que cette politique va être poursuivie.

La plupart des innovations techniques ne se traduisent pas par un allègement de la charge de travail, au contraire. Ainsi, après avoir trouvé, entre autres, un nouveau matériau pour les semelles de frein, la direction a fait passer à 10 000 km le parcours entre deux visites des rames sur fosse. Cela permet certes de diminuer le nombre de visites mais, comme dans le même temps le nombre des cheminots a diminué, cela conduit, pour ceux qui restent, à un travail plus long et plus pénible : le nombre de semelles à changer augmente et les anomalies sur les circuits de frein sont plus nombreuses. Dans le même esprit, elle a fait passer de quatre à six mois l'intervalle entre deux visites générales (vérification et réparation plus complète d'une voiture). Seulement, au bout de six mois, les réparations sont bien plus importantes et nombreuses. D'ailleurs le travail est tel que certains travaux de maintenance, comme le graissage des bogies par exemple, sont faits avec moins de rigueur. D'autres travaux concernant plus particulièrement le confort des voyageurs (réparation du chauffage, de l'éclairage, etc.) sont souvent laissés de côté faute de temps. Comme le temps d'immobilisation des voitures est limité, il s'agit bien souvent de parer au plus pressé, le principal étant que cela roule dans les normes de sécurité.

Pour rentabiliser, la SNCF a surtout réorganisé le travail des ateliers et du chantier. Elle a modifié les horaires afin de mieux utiliser à plein temps tout le monde. Elle a donné à chacun une formation polyvalente pour que différents travaux (bogies, freins...) puissent être effectués par un même travailleur. Tout cela dans le but de pouvoir boucher au mieux les trous qui ne manquent pas de se créer étant donné le calcul au plus juste des effectifs. Et, comme la réparation des rames à l'arrivée doit être réalisée dans un temps court, il est fréquent que des travailleurs des ateliers de visite générale soient mis provisoirement en « renfort » au chantier de réparation des rames. La SNCF fait appel de plus en plus souvent aux « renforts », presque au jour le jour, afin de pallier tant bien que mal les besoins. Ainsi elle peut commander en « renfort » sur un travail en 3 × 8, en s'y prenant quelques jours seulement à l'avance et parfois même la veille. Peu lui importent les conséquences pour les cheminots qui ne peuvent parfois pas prévoir ce qu'ils feront la semaine suivante... ou le lendemain.

A Paris-Masséna, on réorganise, on innove, sans que cela apporte la moindre amélioration pour les cheminots ou pour les usagers.

• *Sur la nouvelle voie : le progrès social ne suivra pas le progrès technique*

Pour les cheminots qui travaillent sur la nouvelle ligne, le TGV, cette grande réussite technique, n'a pas apporté la moindre amélioration dans leurs conditions de travail. Au contraire même, la mise en service commercial du train à grande vitesse se traduira pour eux par une intensification des charges de travail.

Sur l'ensemble des travaux et des opérations liés à l'exploitation de la ligne nouvelle, la SNCF a systématiquement cherché à économiser sur les personnels, invoquant la modernisation du matériel.

La ligne nouvelle TGV n'apporte pas de nouveauté en ce qui concerne un autre aspect de la politique suivie par la SNCF depuis des années : l'entretien des voies. Celles-ci seront toujours confiées à des entreprises privées, véritables « bagnes du chemin de fer », tant les conditions de travail y sont pénibles et la sécurité quasi inexistante.

En ce qui concerne la surveillance, l'entretien des voies et l'intervention en cas d'incidents, la SNCF avait initialement prévu un effectif de 2 brigades de 10 ou 11 cheminots pour chaque district. Ce chiffre était déjà jugé insuffisant par les syndicats. Or, au lendemain du record du monde de vitesse battu par le TGV, la SNCF décidait de réduire d'un tiers les effectifs de chaque brigade, de diminuer de moitié le nombre des brigades et en même temps de doubler la zone d'intervention qui leur est affectée. Ainsi, pour le tronçon sud, les effectifs passaient de 80 à 56 agents, chaque brigade étant chargée de 80 km de voies au lieu des 40 initialement prévus.

Cette économie de personnel va inévitablement se traduire par une réorganisation du travail où la part du travail de nuit ira croissant. Dans sa recherche « d'une grande souplesse d'utilisation du personnel », la SNCF va jongler avec les tableaux de service et, encore une fois, ce seront les travailleurs de la voie qui en feront les frais. Ils devront se contenter d'un court préavis, en principe deux semaines, pour savoir s'ils seront de jour ou de nuit.

Il serait bien sûr possible de réduire le nombre de nuits, de les programmer longtemps à l'avance et de réduire les charges de travail. Mais pour ce faire, il faudrait des effectifs en nombre suffisant ; chose que la direction de la SNCF se refuse à envisager.

Alors, disposant d'un matériel plus sophistiqué, nécessitant une attention accrue, les cheminots qui veilleront sur les voies devront travailler dans des conditions finalement dégradées.

Les autres catégories du personnel sont logées à la même enseigne. La SNCF avait envisagé, un court instant, qu'une équipe de maintenance des installations mécaniques soit créée sur la nouvelle ligne. Aujourd'hui, il n'en est même plus question. La maintenance des installations mécaniques réparties sur la voie sera confiée à des équipes déjà existantes à Paris-Sud-Est, Dijon et Lyon. Ces équipes ne seront pas renforcées. Elles auront donc à faire un nombre de nuits bien plus grand et verront les déplacements allongés.

Depuis quelque temps déjà, la SNCF donne à de nombreux cheminots une formation polyvalente afin que différents travaux puissent être effectués par un même travailleur. Pour la direction, l'objectif est avant tout de réaliser les travaux avec un personnel réduit. Ainsi, sur la nouvelle ligne du TGV, les agents du service électrique devront intervenir en télécommunication par exemple ou conduire des engins de traction équipés pour l'entretien des caténaires, afin de pouvoir se rendre eux-mêmes sur leur chantier. Bien entendu, leur charge de travail se trouvera augmentée.

• *Dur à avaler*

« Le TGV, la grande œuvre des cheminots français », entend-on de toute part. Mais cette œuvre, les cheminots devront la payer, le TGV étant le seul train de seconde classe où ils ne pourront pas voyager gratuitement et où ils devront acquitter un quart de place, plus la réservation, plus le supplément.

Une « œuvre » ou plutôt un hors-d'œuvre que les cheminots digèrent mal.

• *On reste sur sa faim*

Tous les agents SNCF travaillant dans les guichets des gares ont reçu récemment un dossier d'information sur le TGV : horaires, réservations, service de restauration...

Cette brochure donne entre autres le prix des repas et sandwiches servis dans le TGV. Une grillade garnie y est vendue 65 F, un repas complet (salade composée, plat du jour, fromage, dessert et café), 95 F. Il n'est pas précisé si le service est compris !

Il est vrai qu'il s'agit là du repas servi en 1re classe seulement. Les voyageurs de seconde peuvent se consoler en achetant au bar, ou au service ambulant, des sandwiches à 10 F, croissant fourré à 7 F, assiette de crudités et pâté à 21 F...

Décidément, le TGV est le train le plus rapide du monde : on n'a pas le temps de voir son argent s'envoler.

• *Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont dites !*

Cette même brochure distribuée aux agents SNCF comporte une feuille leur indiquant comment il convient de « dialoguer ; avec le client. Voici les conseils que donne la SNCF :

NE DITES PAS	DITES PLUTÔT
— C'est 138 F, plus le supplément de 30 F, plus la réservation qui coûte 8 F.	— C'est 176 F, réservation comprise.
— Il n'y a pas de restauration en seconde classe.	— Vous avez une vente ambulante et un bar à votre disposition.
— La première classe, c'est 50 % plus cher.	— La première classe, c'est autre chose. C'est plus spacieux, plus confortable. Faites un essai et jugez vous-même.
— Pour Marseille, vous n'avez pas droit au TGV.	— Le TGV s'arrête actuellement à Lyon et il n'y a pas de correspondance pratique. Prenez plutôt un train Corail par l'ancien itinéraire.
— Vous êtes obligé de réserver.	— Dans le TGV, tous les voyageurs doivent avoir une place assise ; il faut donc réserver une place.

Et maintenant, à partir de votre expérience quotidienne, complétez vous-mêmes ce tableau.

C'est toujours la SNCF qui donne ce dernier conseil. En nous basant sur l'expérience quotidienne des voyageurs de banlieue, nous proposons de ne pas dire : « La SNCF nous transporte », **mais de dire plutôt :** « Elle nous roule ».

dans les entreprises...

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Paris-15e)

Devenir technicien... une vraie course d'obstacles

A la caisse, le salaire d'embauche est légèrement supérieur au SMIC. Les nouveaux embauchés essayent donc rapidement de suivre une formation interne pour devenir technicien et ainsi améliorer leur salaire.

Cette formation se déroule en 2 stages de théorie au centre de formation et 2 stages pratiques dans les Fichiers.

Les conditions des stages pratiques ne sont pas roses. Il faut déjà s'adapter au travail sur de vrais dossiers. Le travail est vérifié chaque jour, les erreurs comptabilisées, des rapports journaliers établis sur ces erreurs. Un rendement est également exigé, bien supérieur à celui d'un technicien confirmé. Le rendement compte pour la moyenne de fin de stage.

A cela s'ajoute la discipline : surveillance des chefs, promptes à guetter le moindre retard, les discussions, etc.

Pour les stagiaires, il n'est pas facile de demander des renseignements. Les vérificateurs sont rarement près d'eux. Il y a bien les agents de maîtrise, mais ceux-ci n'ont pas toujours le temps de les renseigner.

Pour la direction du Fichier, les stagiaires doivent être rentables. Elle n'hésite pas à les rappeler à l'ordre, à prolonger le stage de 3 mois supplémentaires au bout desquels le coefficient peut être attribué, à condition que le stagiaire ait surmonté tous les obstacles mis sur sa route. Sinon, pas de coefficient, pas de rallonge sur la paie.

Les stagiaires de la caisse réclament :

— Pas de rendement.

— Obtention du coefficient dès la sortie du centre de formation.

Pour faire connaître leurs conditions de travail et leurs revendications, les stagiaires veulent s'adresser par tract à l'ensemble des employés et ils pensaient que les syndicats seraient d'accord pour le leur tirer.

La CGT contactée était d'accord pour faire une intervention auprès de la direction, mais n'était pas d'accord sur la revendication du coefficient dès la sortie du centre, et pas d'accord pour tirer le tract.

Les stagiaires sont sortis un peu déçus. Ils hésitent à contacter les autres syndicats mais envisagent de se débrouiller eux-mêmes pour sortir leur tract.

L'allocation de rentrée scolaire a déçu bien des familles

Cette année, le gouvernement n'a pas jugé bon d'attribuer la majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire qui était de 300 F par enfant en 1980, 200 F en 1979, 150 F en 1978. Sans doute a-t-il estimé que les augmentations des allocations familiales au 1er juillet (251 F pour 2 enfants) étaient suffisantes !

Beaucoup de familles téléphonent donc à la Caisse d'allocations familiales et s'étonnent de ce non-versement ainsi que du taux peu élevé de l'allocation de rentrée scolaire : 150 F par enfant âgé de 6 à 16 ans. D'autres sont surprises de ne rien recevoir. Soit parce que l'enfant a plus de 16 ans ou que les ressources de la famille dépassent le plafond prévu pour l'octroi de cette allocation.

Nombreuses sont les mères qui disent alors : « On dit que l'école est gratuite. C'est une blague ».

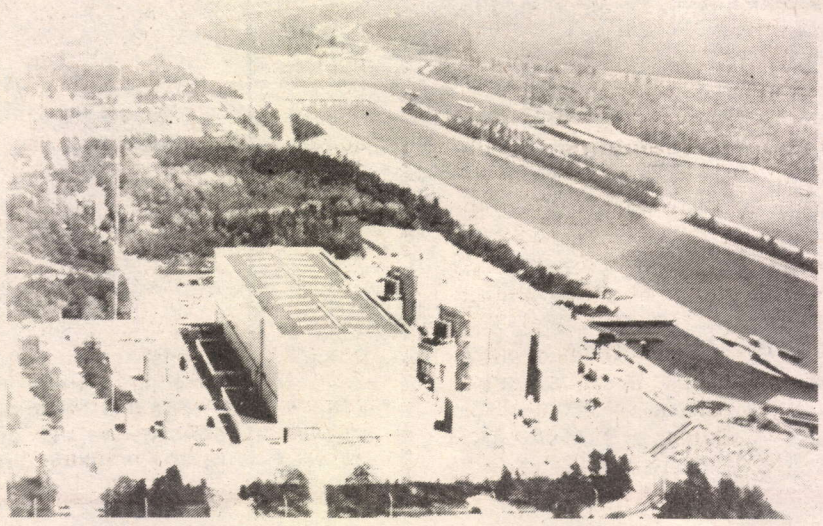
FESSENHEIM
De la fission... à la fissure

Le journal L'Alsace **du 10 septembre dernier signalait qu'un agent d'une entreprise extérieure participant aux travaux de réparation sur les générateurs de vapeur de la tranche deux de la centrale de Fessenheim avait été contaminé. Après examens, la commission de surveillance a déclaré que cette contamination serait sans conséquence et s'éliminerait naturellement. A voir ! La contamination du travailleur avait eu lieu lors de la recherche et de la réparation des tubes défectueux du générateur de vapeur de cette centrale qui, depuis mai 1981, sont la cause d'une fuite de 20 litres par heure d'eau contaminée du circuit primaire du réacteur. Ces travaux n'ont pas été effectués plus tôt, parce que la direction de la centrale, estimant la fuite en dessous des normes tolérées, avait préféré attendre l'arrêt normal du réacteur, qui devait avoir lieu ces jours-ci. Ce manque de prudence est d'autant plus inquiétant que, comme nous l'explique une militante du groupement d'anti-nucléaire « Stop Fessenheim »,** « la législation française prévoit bien un maximum toléré de fuite de ce type de 50 litres par heure ; mais la législation allemande, elle, n'admet qu'un maximum de 5 litres par heure », **largement dépassé donc à Fessenheim.**

A cette occasion, cette militante de « Stop Fessenheim » souligne un certain nombre de remarques que fait cette association sur la centrale de Fessenheim, tant sur la construction de la centrale que sur les mesures de sécurité prévues en cas d'accident grave :

« En ce qui concerne les tremblements de terre, la centrale est prévue pour des secousses allant jusqu'à 8 sur l'échelle de Richter. L'inconvénient, c'est qu'il y a déjà eu une secousse allant jusqu'à 9 dans la région voisine de Bâle ». **Bien sûr, s'il y a un incident, il y a quelque chose de prévu : amener 100 bus de la ville de Mulhouse et 50 de Colmar, le tout en une heure, pour évacuer toute la population résidant dans un périmètre de 50 km autour de la centrale ! Ce serait comique si ça ne touchait pas un sujet aussi tragique. En Suède, on a procédé à un exercice d'évacuation qui était une véritable catastrophe. Tout était bloqué par les embouteillages et il y a même eu des blessés. En plus il n'est prévu que 2 lits de décontamination avec douche à Mulhouse. Pour toute la région, c'est limité !**

Il existe une commission de contrôle, composée de conseillers généraux, conseillers municipaux, maires, de membres du Comité de sauvegarde du Rhin et de Fessenheim et de membres de Radio-Drieckland (ex-radio verte Fessenheim). Cette commission a été constituée à la suite d'un jeûne en 1977 de membres de « Stop Fessenheim ». Mais cette commission n'a aucun pouvoir. Si par exemple il y a une panne radioactive, la centrale prévient le préfet, qui prévient le président, qui lui-même informe le préfet de sa décision, et enfin la direction de la centrale est contactée. Tout cela prend au minimum 2 heures. Et c'est déjà parfois de trop en cas de radioactivité. Mais la commission de contrôle, elle, est prévenue par lettre, c'est-à-dire environ trois jours après...



Centrale nucléaire du Pellerin : « Le gel c'est bien, l'abandon c'est mieux ! »

Dimanche 13 septembre, s'est déroulée la fête anti-nucléaire sur le site de la centrale du Pellerin, près de Nantes.

Plus d'un millier de personnes (dont des délégations de La Hague, de Golfesh et de Nogent-sur-Seine) sont venues pour manifester leur mécontentement contre la politique nucléaire civile et militaire du gouvernement, et pour montrer qu'elles ne se satisfont pas du gel des centrales nucléaires : **« Le gel c'est bien, l'abandon c'est mieux »,** disait un slogan.

Le site du Pellerin est, comme quelques autres, gelé. Mais on peut se demander ce que cela veut dire... En effet EDF, qui aurait obtenu les promesses de vente d'environ 100 hectares sur le site, a continué ses prospections dans la région malgré le gel.

La méfiance des anti-nucléaires est d'autant plus vive que le « grand débat démocratique sur le nucléaire », promis pendant la campagne électorale, s'est transformée en un simple débat parlementaire sur l'issue duquel personne n'est dupe : **« Ce ne sont pas les gens qui décident, donc pas d'illusion »,** disait une anti-nucléaire.

dans les entreprises...

La vraie rentrée à Renault-Billancourt

La Régie Renault fait sa rentrée avec la R9. Présentation au personnel de l'usine le 9 septembre. Plus de 20.000 personnes le 11 à Longchamp, à la convention commerciale où la R9 a été présentée au réseau. Pour la direction, c'est Macadam Star, étoile de la route. Depuis le 20 septembre, 30.000 panneaux publicitaires sont retenus pour la R9. La veille Antenne 2, dans son magazine Auto-Moto, a fait toute une présentation-essai de la R9. Michel Jobert est même venu avec au Conseil des ministres. Antenne 2, toujours, a consacré une de ses émissions scientifiques en direct de l'usine Renault de Douai, où est fabriquée la R9 et où se trouvent les fameux robots !

A Billancourt aussi, en général, la R9 plaît. En deux jours, les travailleurs de la Régie en auraient commandé 850. Mais la nouvelle-née ne fait pas oublier le mécontentement et, malgré les 2 % de septembre, plus les 2 % au 1er novembre, les hausses de prix sont largement discutées.

La sortie de la R9 tombe avec le 20e anniversaire de la R4 et la direction va nous offrir un... porte-clés. Au département 14 ont eu lieu de nombreux débrayages.

Dans l'île Seguin aussi l'ambiance est à la lutte. Le secteur peinture est en grève pour les conditions de travail et l'augmentation de la prime de fourgonnette.

En cette rentrée, les travailleurs n'ont pas envie de laisser la direction s'attaquer à leurs conditions de vie. Le moral est bon, la réintégration de Certano, secrétaire de la CGT, a été ressentie par de nombreux travailleurs comme une victoire. Les sujets de mécontentement sont nombreux et ils commencent à s'exprimer par la lutte. La direction risque fort d'avoir une rentré chaude. D'autant qu'il est question de 2 jours de chômage, alors que par ailleurs la Régie n'arrive pas à livrer certains modèles.

La R9 du VRP Jobert dans la cour de l'Elysée. (AFP)

Débrayage au Département 14

Au Département 14 où sont montés, depuis plus de vingt ans, les moteurs de R4 et où sont généralement usinées les pièces telles que les carters, des bielles, etc., la direction prévoit rapidement un passage en équipe normale de 360 travailleurs de plusieurs ateliers qui tournent aujourd'hui en 2x8. Pour ces travailleurs, ce passage en normale se traduirait par des pertes de ressources de l'ordre de 200 F (prime d'équipe pour un OS) et aussi par un horaire qui mécontente la plupart des ouvriers. La direction compte également muter 70 travailleurs excédentaires selon elle, dans le cadre de sa réorganisation.

La CGT a fait plusieurs prises de parole et délégations depuis la rentrée, bien suivies par les travailleurs. Pour la CGT, il s'agit de s'opposer à la « casse » du 14 et d'obtenir la fabrication d'un nouveau véhicule à Renault, donc d'un moteur au Département 14.

Une pétition CFDT a recueilli plus de 300 signatures pour le maintien de la prime d'équipe.

Mercredi 23, jour du Comité d'établissement, un débrayage d'une heure trente organisé par la CGT a été massivement suivi sur les 2 équipes, celle du matin comme celle du soir. La chaîne était déserte, seuls quelques chefs et dans quelques ateliers quelques travailleurs étaient restés aux machines. « Non à la casse de Billancourt » **mais aussi** « Tout est à nous, rien n'est à eux » **étaient ponctués d'applaudissements. A la séance du CE les représentants de la direction étaient un peu surpris de voir 120 travailleurs s'installer autour des tables. Une déclaration de la CGT et de la CFDT était lue, ensuite une réunion clôturait le débrayage. Comme disaient beaucoup de travailleurs :** « Si rien n'en sort, on remettra ça tous les jours s'il le faut ».

CHAUSSON (Gennevilliers)

Quand Chausson concurrence Chausson

L'usine Chausson de Gennevilliers construit des véhicules utilitaires pour le compte de Renault et Peugeot, les deux principaux actionnaires de la société. Des véhicules concurrents des deux marques y sont montés en même temps. C'est ce qui se produit depuis des mois avec la camionnette J9 Peugeot qui est montée à l'usine H, tandis que la nouvelle camionnette Trafic Renault est montée à l'usine G, à 100 m de là, de l'autre côté de la rue Henri-Barbusse.

L'aberration du système qui veut que des millions de francs soient dépensés en frais de publicité pour vanter les mérites de véhicules similaires, construits dans la même usine par les mêmes ouvriers, apparaît dans toute sa splendeur. Et la situation pourrait être risible si en cette période de crise de l'automobile, les patrons de Chausson ne s'efforçaient de faire en sorte que les ouvriers soient les premiers à payer la note de cette farce grotesque.

Depuis la reprise, à l'usine H, chacun se demande ce qui va se passer. La grosse fabrication de l'usine, le J9 Peugeot, baisse de plus en plus : alors qu'au printemps 1981, 140 à 150 véhicules sortaient des chaînes chaque jour (en deux équipes), il n'en sort plus actuellement que 64.

En juillet déjà, au J9, tout le monde était passé en normale ce qui, entre la suppression des primes et celle des heures supplémentaires, s'est traduit par une perte moyenne de salaire de 400 F environ.

Depuis la rentrée, la direction a muté en masse des ouvriers du J9 sur les chaînes du Trafic à l'usine G, où ils vont prendre des postes qui étaient auparavant occupés par des intérimaires. L'an dernier, à la même époque, Chausson employait 800 à 900 intérimaires sur l'ensemble des deux usines. Aujourd'hui, il n'y en a plus que 280, qui perdront sans doute pour la plupart leur emploi en octobre lorsque les derniers travailleurs immigrés encore en vacances seront revenus !

Quant à l'avenir, Chausson ne cache pas que, si les commandes du J9 continuent à stagner, la chaîne de montage connaîtra le chômage technique cette année, pour la première fois.

Tout cela n'empêche pas, bien au contraire, que les temps de fabrication soient de plus en plus serrés sur le J9 : partout des chronométrages sont refaits sous la surveillance attentive d'une maîtrise doublée. Car les chefs, eux, n'ont pas été mutés après la suppression des 2x8, et on connaît des équipes de 15 OS qui comptent la bagatelle de 2 contremaîtres, un chef d'équipe et deux chefs de groupe...

Pendant ce temps-là, à l'usine G, sur la chaîne du Trafic Renault, on pousse la production au maximum. Tous les samedis sont travaillés, c'est la semaine de 50 h !

Non seulement le Trafic se vend bien, mais il semble qu'il ait plus la faveur des clients que le J9 et qu'il lui ait pris une partie de son marché potentiel. Alors, on met les bouchées doubles sur la chaîne.

Mais le comble, c'est que la direction vient de lancer une grande campagne pour la qualité de fabrication au J9, sur le thème : **« Emploi = Qualité », « Il n'y a pas de meilleur vendeur qu'un client satisfait »,** etc. Mais admettons que leur baratin marche et que le J9 remonte la pente : que se passera-t-il en face, au Trafic ? Re-mutation générale ?

Correspondant LO

SNIAS (Saint-Nazaire)

La SNIAS, entreprise nationalisée et dirigée par Jacques Mitterrand, le frère de François, continue à ne pas vouloir réintégrer les sept travailleurs qu'elle avait licenciés en 1979 à Saint-Nazaire.

Pour l'instant, la direction admet le principe d'une sorte de stage pour les sept licenciés dans des entreprises sous-traitantes. A l'issue de ce stage qui pourrait durer 2 ans, elle envisagerait leur réintégration dans un établissement de la SNIAS... mais pas à Saint-Nazaire !

La SNIAS, comme on le voit, veut montrer sa fermeté. Et pour cela elle se fait aider par les cadres, qui n'hésitent pas à envoyer des communiqués à la presse locale. Pour eux, la réintégration ***« provoquerait des tensions insupportables à l'entreprise ».*** *Avec culot, cette hiérarchie dit représenter la maîtrise, mais aussi l'ensemble du personnel.*

Pour l'instant, la situation est bloquée. Les syndicalistes CGT et CFDT disent que le gouvernement de gauche doit forcer la SNIAS à réintégrer les licenciés.

Mais, à part accepter de recevoir les syndicats, les ministres de tutelle ne semblent pas trop vouloir contester les décisions du P-DG Mitterrand.

APRES LA COLERE DES

A la suite des manifestations de producteurs de lait, en août dernier, demandant une augmentation du prix d'achat par les industries laitières de leur production, le gouvernement avait organisé le 1er septembre dernier une table ronde de la profession.

C'est que, depuis le relèvement de 12,67 % au 1er avril dernier du « prix indicatif » d'achat du lait à la production fixé par Bruxelles, cette augmentation n'a toujours pas été entièrement répercutée sur le prix d'achat réel du lait par les industriels qui font le ramassage à la campagne. « Le comble, **nous explique un représentant des « Paysans-Travailleurs »,** « c'est que les industries laitières, ont répercuté, elles, cette hausse dans les produits à la vente, et cela depuis le 1er avril ». **On comprend la colère des producteurs.**

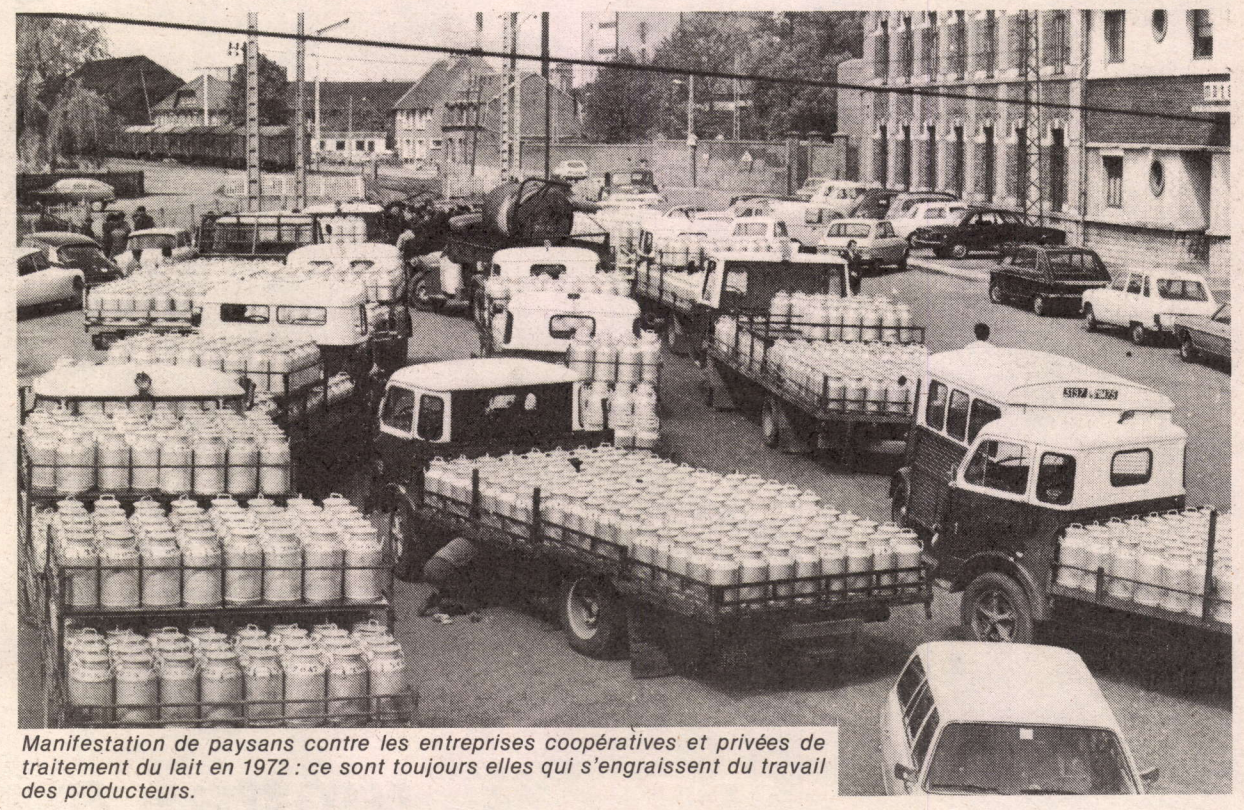
A cette table ronde, qui devait rassembler producteurs de lait, industriels de la transformation des produits laitiers et capitalistes de la distribution, du côté des producteurs seule la FNSEA, la plus grande des organisations syndicales paysannes mais dirigée par les gros exploitants, avait été invitée, à l'exclusion du MODEF, proche du Parti Communiste, et du CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans) défendant les petits agriculteurs et de tendance plutôt gauchisante, puisque ce n'est que ce jeudi 17 septembre que Mauroy a enfin reconnu que ces organisations aussi étaient représentatives des paysans.

En réalité, la réunion du 1er septembre n'a été que le lieu d'un marchandage entre industriels et distributeurs, prévoyant dans leur protocole d'accord l'institution d'un prix plancher à la vente au détail des produits laitiers, c'est-à-dire à une entente pour ne pas se concurrencer entre eux en cassant les prix à la consommation. Aux agriculteurs, on a surtout fait des promesses. Ce prix plancher au détail devrait, paraît-il, permettre aux laiteries de répercuter une hausse de 12 % par rapport à l'an dernier sur leur prix d'achat du lait aux producteurs. A voir...

« Dans ce genre de discussion interprofessionnelle, les producteurs de lait ne font pas le poids, **dit un membre des Paysans-Travailleurs.** Entre le capitalisme de la distribution, celui de l'industrie laitière d'une part, et les paysans qui attendent tous les mois leur paye de lait, le rapport de forces est trop inégal pour que nous puissions obtenir des garanties de revenus à court et à long termes, autour d'une table ronde ».

Cela fait des années, expliquent entre autres les Paysans-Travailleurs, que « les producteurs se voient acheter leur lait à un prix plus bas que le prix indicatif fixé à Bruxelles. L'an dernier le producteur a été payé en moyenne à 89 % de ce prix indicatif ; cette année si ça continue, cela va tourner autour de 85 ou 80 %. Et nos charges, elles, continuent à augmenter bien plus vite ».

Les problèmes de la production laitière, en particulier celui du prix du lait, sont de ceux qui touchent le plus largement la paysannerie française puisque, même si d'après le recensement agricole de 1970 (cité par Le Monde **du 18 août) 300.000 producteurs de lait ont disparu depuis 1970, il y a encore 520 000 producteurs de lait, sur un total d'expoitations agricoles dans le pays de 1,2 million.**



Manifestation de paysans contre les entreprises coopératives et privées de traitement du lait en 1972 : ce sont toujours elles qui s'engraissent du travail des producteurs.

Face à ce problème, le gouvernement envisage la création d'un Office du Lait (comme il envisage la création d'offices pour les autres branches de la production agricole). La création de tels offices semble souhaitée par les associations paysannes, aussi bien d'ailleurs par les Paysans-Travailleurs que par le MODEF et la FNSEA, même s'il est fort vraisemblable qu'ils n'envisagent pas forcément la même chose derrière ce mot.

Mais dire que cela suffira à apporter une sécurité de revenus aux producteurs, c'est une autre affaire. L'exemple du premier de ces offices, Office des Céréales (ONIC), créé par le Front Populaire en 1936 pour garantir les revenus des producteurs de blé, montre en tout cas que celui-là s'était vite transformé en une arme aux mains des gros céréaliers et n'a pas freiné la concentration de la production dans ce secteur. Les producteurs de lait constituent aussi un secteur fort disparate, avec une forte centralisation de la production de lait dans l'Ouest de la France et, à l'autre bout, une production plus pauvre dans les régions montagneuses. C'est d'ailleurs pour cela que les Paysans-Travailleurs disent qu'ils refusent « le modèle de production avec 50 vaches, qui sont nourries au maïs et soja », **et demandent entre autres** « des quotas de production par région, afin de répartir l'emploi. Autrement, une seule région, avec de gros producteurs, produira tout ».

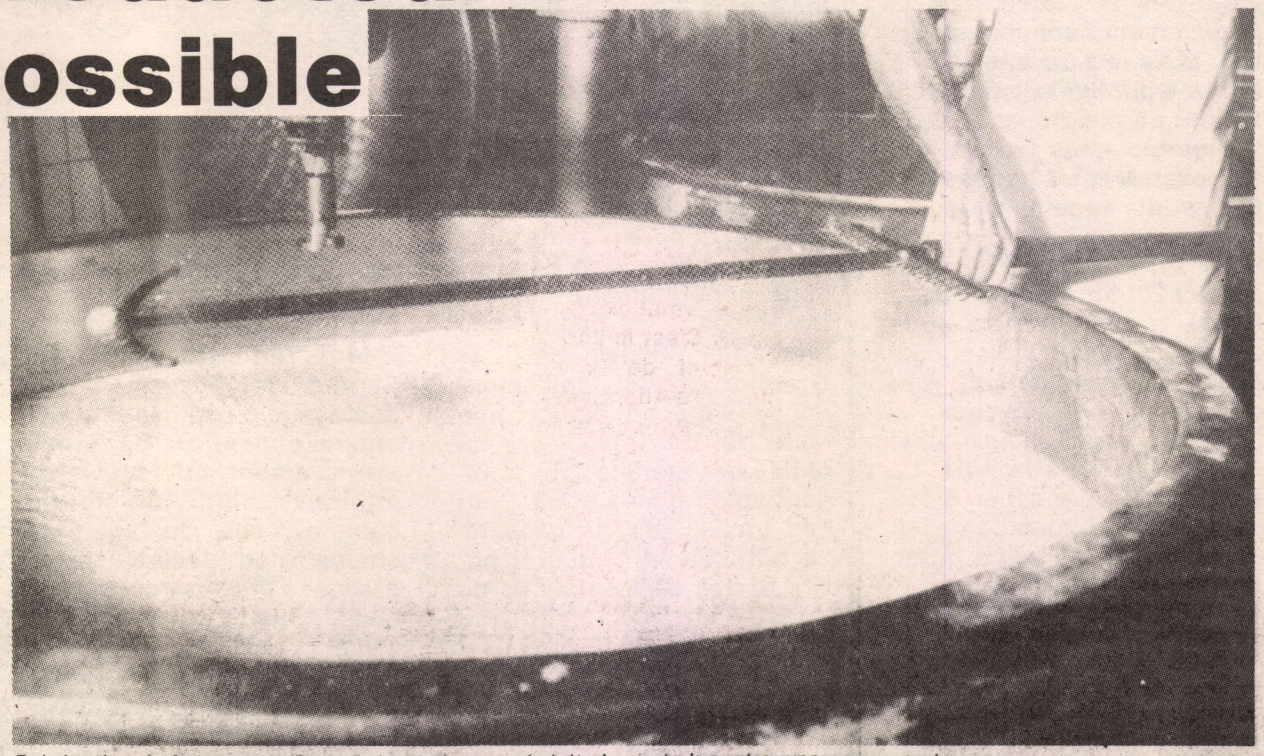
Car il ne suffira pas de garanties de prix à la production, de limitation des quantités... Les producteurs de lait sont à la merci des capitalistes de l'industrie laitière et de la distribution, des Gervais-Danone, Genvrain, Yoplait et autre Mamie Nova, qui leur dictent leurs conditions. Et c'est aux intérêts de ces trusts-là qu'il faudrait s'en prendre.

Le prix payé au producteur : aucun contrôle possible

Le prix du lait payé aux producteurs, explique un représentant du mouvement des **« Paysans-Travailleurs »,** dépend **« de beaucoup de choses, de trop de choses. Tout d'abord, il dépend des laiteries elles-mêmes ; mais pas seulement ; de la qualité aussi, le lait étant classé A, B ou C, selon le taux plus ou moins élevé de matières grasses et de matières azotées. Une multitude d'autres facteurs interviennent aussi dans le calcul du prix : cela va des primes de la qualité aux primes de quantité et tient compte de la production pendant la période creuse par exemple. En fait on ne s'y retrouve pas, et personne n'a le même tarif, même pour deux producteurs dont le lait est ramassé et mis dans la même citerne. C'est une façon de diviser les producteurs ».**

Un producteur de lait du Gers : **« C'est la société Villecomtal (dépendant de Danone) qui achète toute ma production. Ils font 3 prélèvements par mois, par surprise, pour mesurer matières grasses et qualité. Mais ils font ce qu'ils veulent... Ce n'est pas vérifiable. Et entre la meilleure et la plus mauvaise qualité, il y a 9 centimes de différence ».** Un agriculteur du Nord-Cotentin, lui, explique que dans sa région les tarifs vont actuellement de 1,30 F le litre pour le tarif de base de la catégorie A, à 1,16 F pour la C. **« Mais,** commente-t-il, **que la laiterie nous l'ait acheté en catégorie A, B, ou C... le consommateur, lui, achète tout au même prix ».**

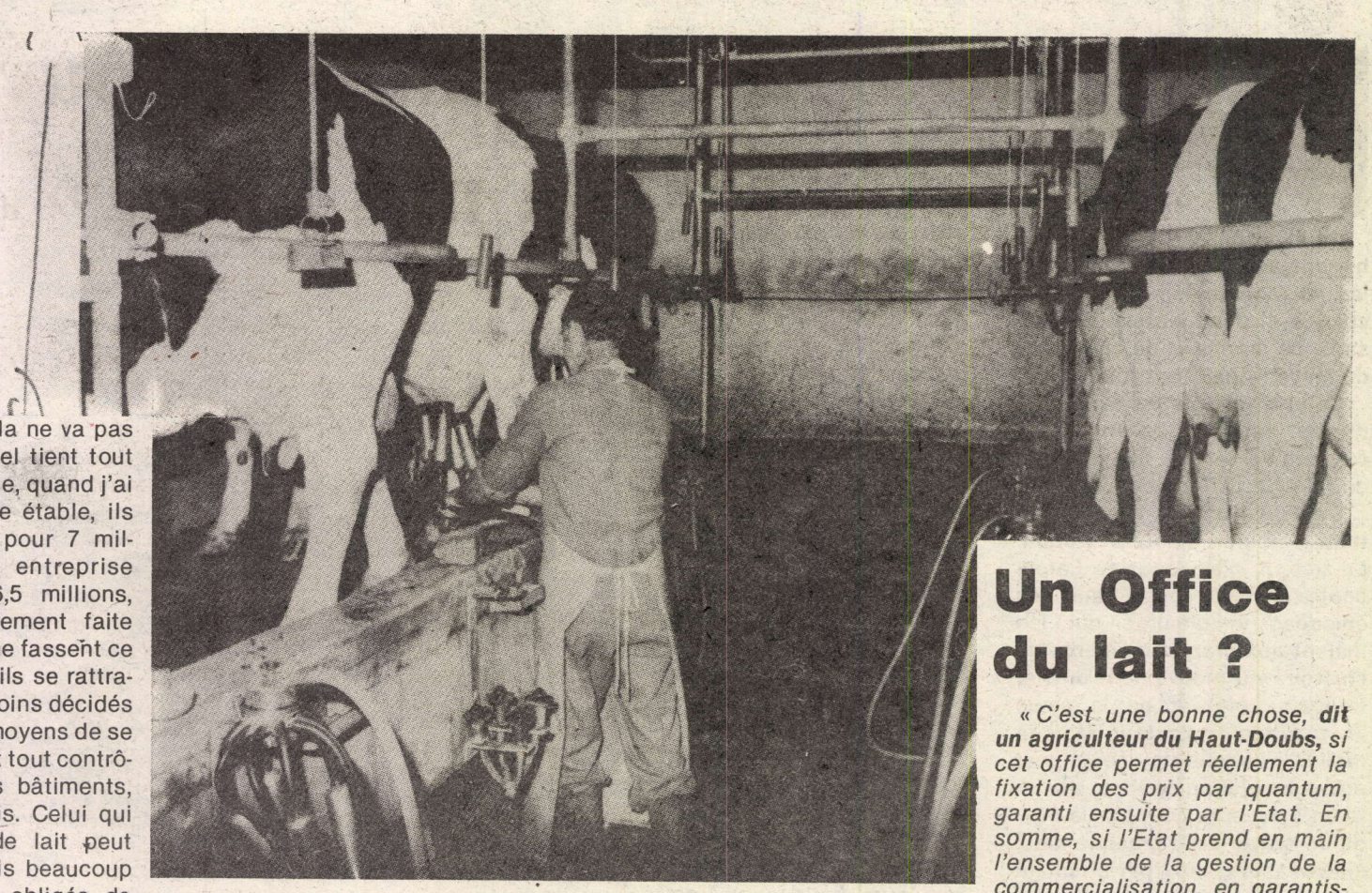
Dans le pays du Comté, où la production laitière est presque exclusivement achetée pour la fabrication de ce fromage, le calcul du prix payé au producteur est encore plus compliqué, et invérifiable par le producteur lui-même. **« Je produis du lait vendu intégralement à la coopérative,** explique un producteur du Haut-Doubs. **Mais la paye que me versera plus tard la coopérative en contrepartie dépend avant tout des résultats de la vente sur le marché des produits dérivés, principalement du fromage de Comté. En réalité, je ne vends pas du lait, mais du fromage, sauf que ce n'est pas moi qui fait le fromage, ni même la coopérative ».** Celle-ci ne fait que la première partie de la transformation, puis une société privée se charge de l'affinage et du stockage. **« Ensuite la commercialisation se fait à grande échelle, les prix pratiqués nous échappent encore plus. Nous sommes payés tous les 3 ou 4 mois, et nous n'avons aucun contrôle possible pour savoir si la part qui nous revient est juste ou non. Cette année, si rien ne change, nous devrions toucher à peu près 1,25 F par litre de lait. C'est un prix qui a très peu progressé depuis 1979. Dans le même temps, le coût des engrais a presque doublé. »**



Fabrication du fromage de Comté : le producteur de lait n'y peut plus retrouver son compte.

C'est en grande partie le fait que le prix de vente du lait à la production ne suit pas les hausses des matières premières et des équipements que doivent acheter les agriculteurs qui cause leur mécontentement : **« Plutôt que de parler de hausse du prix du lait,** commente un petit producteur de lait du plateau du Vercors, **il vaudrait mieux parler de baisse des prix des produits de base indispensables à l'agriculture. Les tourteaux ou farines de soja, qui sont un aliment complémentaire nécessaire pour les vaches en hiver (et l'hiver est long en montagne !), sont passés cette année de 1,30 F à 2 F le kilo. Les engrais vont augmenter de 20 à 30 %, le matériel agricole prend 10 à 15 % chaque année... Quel a été le résultat cette année ? On a acheté moins de tourteaux et nos vaches ont eu de moins bonnes performances ».**

Les sociétés laitières et les producteurs de lait



C'est le paysan qui paye l'installation, mais c'est l'industriel qui en tire le plus gros profit.

Les sociétés laitières de transformation, aussi bien d'ailleurs les coopératives que les industries privées, veulent s'économiser au maximum la collecte du lait chez les petits producteurs.

Elles poussent les agriculteurs à s'équiper ou à disparaître.

Dans les Hautes-Pyrénées, l'exploitant d'une ferme près de Tarbes nous explique que « la laiterie, rachetée depuis quelques années par Gervais-Danone, fait le ramassage tous les deux jours. Du coup, il faut un « tank » **(citerne réfrigérante pour conserver le lait).** La laiterie l'impose même aux petits producteurs : le refroidisseur à bidon par immersion dans l'eau, beaucoup moins cher et moins gourmand en électricité, est désormais refusé ». **Dans la région de Vallogne-Montebourg, dans le Nord-Cotentin, où règnent la société Gloria et les coopératives de Montebourg, de la Pointe-de-Saire, VALCO et UCALMA, il est aussi** « de moins en moins possible de donner le lait en bidons », **explique un producteur de la région :** « Telle laiterie fait telle tournée. Ils annoncent qu'à partir de telle date, ils feront le ramassage en camions-citernes. Ceux qui dépendent de cette tournée doivent alors avoir des tanks. S'ils traient dans les prés (il y en a encore beaucoup), ils doivent en plus acheter des boules réfrigérantes (sorte de petits tanks) en plus du tank à la ferme. Ça fait beaucoup de manipulations... et des installations à faire ».

Parfois, il est vrai, c'est la laiterie elle-même qui prête le tank ; il suffit qu'il y ait l'électricité à proximité, comme nous l'explique un agriculteur du Nord-Cotentin. « Mais ce n'est commode que dans le cas de quelqu'un qui a une installation de traite à domicile. Evidemment, c'est l'installation de traite qui est chère à installer. »

« Le but de la société Bridel », **explique un agriculteur aisé de la région de Guerche, près de Viré (Ille-et-Vilaine),** « c'est d'éliminer les petits producteurs. Ce qui les intéresse, ce sont les agriculteurs qui ont des tanks. Je connais une veuve qui n'a que 3 vaches pour vivre avec ses enfants. Si Bridel ne prend pas son lait, de quoi vivra-t-elle ? » **Dans le coin, Bridel contrôle tout chez ceux dont elle achète le lait :** « Pour moi, **continue cet agriculteur,** qui suis un assez gros producteur, cela ne va pas trop mal. Mais Bridel tient tout en main. Par exemple, quand j'ai voulu construire une étable, ils me l'ont proposée pour 7 millions. Une autre entreprise m'ayant proposé 6,5 millions, Bridel me l'a finalement faite pour 6. Pour qu'ils me fassent ce prix, il faut bien qu'ils se rattrapent sur d'autres, moins décidés et ayant moins les moyens de se défendre. Bridel veut tout contrôler : la collecte, les bâtiments, l'aliment, les engrais. Celui qui fournit beaucoup de lait peut encore résister. Mais beaucoup d'agriculteurs sont obligés de passer par les conditions de la laiterie.

Beaucoup d'agriculteurs achètent tout chez Bridel, parce que c'est aussi la seule usine du coin. Dernièrement on m'a dit : « Tu sais, j'ai deux enfants ; alors, si plus tard ils peuvent travailler chez Bridel... »

« Pour se défendre, il y a bien un syndicat de producteurs, **nous raconte l'agriculteur de la région de Tarbes.** Mais ici les cotisations sont obligatoires et prélevées par la laiterie, ce qui donne une idée de l'indépendance de ce syndicat. A tel point que, lors de la dernière action contre la laiterie (un détournement des camions), le président du syndicat a prévenu la laiterie, pour essayer de la faire échouer ».

Certes, tous les producteurs de lait ne sont pas mécontents de cette politique des sociétés et des coopératives qui contrôlent la transformation des produits laitiers. C'est le cas de ce gros exploitant de la région d'Ancenis (Loire-Atlantique) qui, sur son exploitation de 39 hectares, fait à la fois des céréales et de la production laitière (35 vaches). Il est vrai qu'il est lui-même membre de la commission lait de la CANA (la coopérative d'Ancenis pour toutes les productions agricoles), qui se partage avec Bridel et Atlalait la collecte du lait des environs. Il n'est pas du tout contre le fait que la CANA ait supprimé le ramassage par bidons.

Sur sa commune de Couffe (1.300 habitants), il y avait 65 producteurs de lait il y a à peine 8 ans ; il n'en reste que 42 aujourd'hui. Mais il estime qu'il est indispensable de moderniser et de rentabiliser, et la disparition des petits producteurs lui paraît donc normale et inévitable.

Les revendications présentées par les « Paysans-Travailleurs »

Un membre du Centre national des syndicats de travailleurs paysans nous a exposé les revendications essentielles de son organisation pour les producteurs de lait.

« Nous demandons tout d'abord immédiatement que le prix du lait au producteur soit payé au prix indicatif fixé à Bruxelles, avec un rattrapage pour le manque à gagner. Et puis, il faut simplifier le prix du lait : une seule qualité, suppression de la prime de quantité et de qualité. Ceux qui produisent les très grosses quantités engendrant la surproduction doivent en supporter financièrement les conséquences.

Nous réclamons également la suppression de la taxe de coresponsabilité : il s'agit d'une taxe de 3,68 centimes par litre de lait, prélevée à tout producteur par les entreprises directement. Ça leur sert normalement à trouver de nouveaux débouchés pour le lait. Bref, on essaie de nous lier entre producteurs et industriels.

Nous voulons que soit fixé un « quantum de production », c'est-à-dire une quantité fixé pour laquelle serait assuré un prix d'achat minimum de notre lait : cela garantirait le paiement du travail des petits et moyens paysans, sans favoriser les gros propriétaires qui dépassent largement cette quantité. Il faut favoriser les petits exploitants.

Nous réclamons également un Office du Lait, mais un Office du Lait par région qui garantisse le revenu des petits producteurs et un nouveau modèle de production ».

Les comptes d'un producteur du Gers

«J'ai 40 hectares, 25 vaches laitières. Ma production moyenne de lait est de 200 litres par jour.

Avant, je faisais la vigne. Ce n'est plus possible : tout le monde arrache, il ne m'en reste que 2 hectares. Je vis essentiellement du lait : ce n'est pas facile. Pour 1980, avec mes 25 vaches, j'ai calculé que mon salaire était de 1 600F par mois, déduction faite de tous les frais. Et encore, j'ai de bonnes vaches. 1 600 F mensuels pour des journées de 10 à 12 heures de travail, c'est dire si les frais sont importants. Je te donne quelques exemples. Les prairies, il faut les refaire tous les 2 ou 3 ans. En comptant la semence, la fumure, le traitement des sols, le fuel, un tracteur et tout, il faut sortir 1 500 F à l'hectare. (...) En 1980, j'en ai eu pour 6.000 F de vétérinaire. (...) Et quand tu dois réformer une vache, le boucher ne fait pas de cadeau : 11 ou 12 F le kilo. On ne peut pas vivre avec tout ça. Mais quand je vois des jeunes qui s'installent, je me dis qu'ils sont dingues. En avant les crédits, ils s'endettent. Ils ne savent pas qu'ils en ont jusqu'à leur mort. Paoperie. Je te les mettrais dans le refroidisseur, moi ! »

Un Office du lait ?

« *C'est une bonne chose,* ***dit un agriculteur du Haut-Doubs,*** *si cet office permet réellement la fixation des prix par quantum, garanti ensuite par l'Etat. En somme, si l'Etat prend en main l'ensemble de la gestion de la commercialisation, en garantissant un revenu déterminé aux producteurs de lait.* »

Un producteur de lait des Hautes-Pyrénées ne voit, lui, pas trop ce que ça pourrait être. Mais, dit-il, « *de toute façon, le gros problème c'est qu'on est sous la coupe des laiteries. Nous avons à faire à un cartel bien organisé des laiteries, tant privées que coopératives, qui nous imposent leurs prix, et qui le feront tant qu'on ne sera pas plus organisés qu'aujourd'hui* ».

Un membre des « Paysans-Travailleurs » : « *Pour certains, un Office du Lait, c'est seulement une réunion interprofessionnelle entre producteurs, industriels de la laiterie, etc. Alors là, non, nous ne sommes pas d'accord. Les réunions interprofessionnelles, on en a déjà : on a vu quels intérêts elles défendaient. Nous réclamons un Office du Lait par région* ».

« *A mon avis,* ***insiste un producteur de lait du plateau du Vercors,*** *la solution consisterait en une maîtrise de la production. Comme il y a surproduction, les industriels sont maîtres des prix. Il faudrait régionaliser la production : dans une région montagneuse comme la nôtre, où on ne peut pas faire autre chose que de l'élevage, on maintient la production laitière ; mais dans les régions qui peuvent faire autre chose, comme des céréales, on les inciterait à développer plutôt ce genre de production.*

Il faudrait fixer un prix à la production qui tienne compte des augmentations et il faudrait l'indexer. Il faudrait fixer un prix à la consommation et calculer les marges bénéficiaires. Et quand les laiteries ne respectent pas ces prix, des amendes, c'est tout. C'est le seul moyen pour ne léser ni le producteur ni le consommateur. En fait, il faudrait des mesures énergiques : il faudrait s'attaquer aux intermédiaires. » ***Et il récuse l'argument de la surproduction, qu'on invoque toujours pour justifier les bas prix d'achat :*** « *Ce qui m'énerve, c'est que j'engraisse des gros pleins de soupe. Et puis, s'il y a trop de lait, qu'ils l'envoient aux pays sous-développés, et même pour rien. Moi, ça m'est égal. Plutôt que de vendre des armes* ».

LIVRES

HISTOIRE

« Une famille d'ouvriers de 1770 à nos jours » de Jacques Marseille

Ce livre fait partie d'une série historique qui a déjà présenté les vies d'une famille de marchands et d'industriels, de paysans, de marins et de militaires, du Moyen Age à nos jours.

Celui-ci raconte les aventures de la famille Larencontre, ouvriers de père en fils, de mère en fille, de 1770 à nos jours.

Ce livre, écrit par un universitaire, combine réalité et fiction. La fiction, c'est que les Larencontre, mis en scène dans des épisodes imaginaires qui les mêlent aux grands moments de l'histoire du mouvement ouvrier français, relèvent de la seule imagination de l'auteur. Mais la réalité, c'est que tout ce qui leur arrive, leur façon de vivre, les différents aspects qu'a pris la condition ouvrière en presque deux siècles sont eux parfaitement réels. D'ailleurs, entre chaque épisode « romancé », l'auteur précise en quelques lignes la situation des travailleurs à cette époque-là.

Tour à tour, un Larencontre est canut à Lyon, communard à Paris, animateur dans le Nord du Parti Ouvrier Français, le premier parti socialiste, celui de Jules Guesde et de Paul Lafargue. Une Larencontre est une des premières femmes actives dans le syndicalisme, à une époque où on a pu voir un homme fouetter en public sa femme gréviste.

Puis c'est la guerre de 1914, le congrès de Tours où la scission du Parti Socialiste donne naissance en 1920 au Parti Communiste. Il y a bien sûr deux frères Larencontre à cette époque, un au PC et un à la SFIO (le PS d'alors).

Enfin, ce sera le Front Populaire, la Résistance, la Libération et Mai 68.

Bien sûr, il s'agit d'une histoire rapide du mouvement ouvrier, et non pas d'une évocation complète. Mais, telle quelle, elle se lit avec intérêt, au moins jusqu'à la période du Front Populaire.

Mais à partir de là, les choses se gâtent. Pour décrire certaines situations, il recourt ainsi volontiers aux clichés les plus éculés. Ainsi, le militant ouvrier du PCF a toutes les caractéristiques de ces ouvriers dépeints comme embourgeoisés par les sociologues des années 1960. Ce qui expliquerait, selon l'auteur, que les ouvriers de Renault n'aient pas bien accueilli les étudiants gauchistes de Mai 68. Toujours selon lui, les gauchistes, eux, ne seraient que des galopins donneurs de leçons et qui, le mouvement passé, ont su bien vite s'intégrer...

Tout cela rend la fin du livre bien décevante.

Pour pouvoir évoquer la véritable histoire du mouvement ouvrier de ces dernières années, il ne suffit sans doute pas d'avoir des sympathies pour la gauche officielle, toutes tendances confondues.

Jacques FONTENOY

Une famille d'ouvriers de 1770 à nos jours de Jacques Marseille. Ed. INF-Hachette, 230 pages. 46 F environ.

L'armée occupant des quais de gare lors d'une grève de cheminots en 1910. (Ph. Viollet)

VARIÉTÉS

« YVES MONTAND, LE CHANT D'UN HOMME »

par Richard Cannavo et Henri Quinquéré

Le lecteur, abusé par la présentation de l'ouvrage, met un certain temps à découvrir le pot aux roses : les auteurs n'ont apparemment eu aucun contact avec Yves Montand pour écrire ce livre. Il s'agit en fait d'une compilation d'interviews que le chanteur a eu l'occasion de donner tout au long de sa carrière. Ces innombrables citations s'intercalent dans des interviews, originales celles-ci, de plusieurs membres de l'entourage de Montand : José Artur, Alain Corneau, Costa Gavras, Raymond Rouleau, etc., qui occupent la majeure partie du livre. Yves Montand, c'est un peu l'Arlésienne, dont on parle toujours et qui n'intervient jamais directement. Le procédé frise l'abus de confiance. L'interview la plus récente de Montand a été purement et simplement reprise du *Matin de Paris.* Et, si les auteurs du livre ont réalisé certaines des interviews citées, ils ne précisent jamais lesquelles. Et cette accumulation de considérations et de cancans sur Montand et sa vie donne au livre un côté bavard et... brosse à reluire !

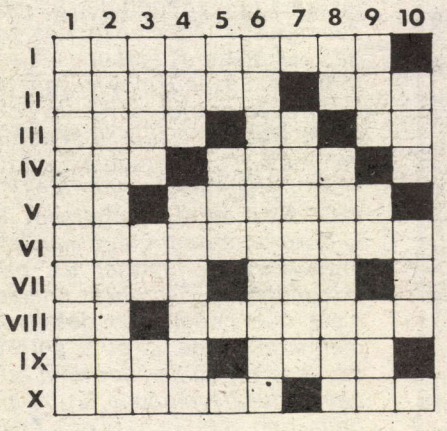
Au travers de tout cela, on retient quand même, ce qu'on savait déjà plus ou moins, que Montand était fils d'immigrés italiens ayant fui le fascisme, que Yvo Livi (son vrai nom) a d'abord connu le monde du travail (l'usine à 11 ans) avant de devenir chanteur à succès. Il eut, en son temps, le courage politique de chanter *Quand un soldat* en pleine guerre d'Indochine. Après avoir été un artiste compagnon de route des staliniens, il joua dans des films tels que *Z* ou *L'aveu.*

Yvette BLONDIN

Yves Montand, le chant d'un homme *de Richard Cannavo et Henri Quiquéré. Ed. Robert Laffont. 303 p. 66 F environ.*

Yves Montand dans ***l'Aveu.***

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Collectionneurs de papillons. II. Mordante. Autant la rendre le plus tard possible. III. Volent dans les hôtels. Tête de crétin. Sur si. IV. Epaule. Enflamme les cœurs. V. Note. Recherchée par le poulet. VI. Circule en zone bleue. VII. Indiens quand ils sont tardifs. Lit qui a la tête au pied. VIII. Révolutionnaire russe. Nettoie comme un orfèvre. IX. Ce ne fut pas une veste pour Napoléon. Bout de bois. X. Il voit sans être vu. Fait la manche.

VERTICALEMENT. — 1. Elle vous laisse de bien mauvais souvenirs. 2. Femmes sûres ! 3. Filets. On l'entend à Marseille. Notre Père. 4. Ce n'est pas une lentille pour myope. Urinai. 5. Symbole. Désert de pierrailles. 6. Vide les classes et remplit les lavabos. 7. Il roule pour nous. 8. A lui. Elancés. 9. Touché. Trou normand. Base de lancement. 10. D'un auxiliaire. Connue quand elle est courue.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	C	R	E	A	T	I	O	N
II	E	C	R	A	N	■	E	L	L	E
III	P	O	U	L	A	I	L	L	E	R
IV	U	T	■	E	R	O	S	■	I	F
V	L	■	M	■	Q	■	■	O	C	■
VI	S	T	I	M	U	L	E	■	O	S
VII	I	A	M	B	E	■	P	O	L	E
VIII	O	L	E	A	■	T	I	R	E	R
IX	N	E	■	T	A	R	E	■	S	I
X	■	S	C	O	R	I	E	S	■	N

LIVRES

Romans historiques

« Le jade et l'obsidienne »

d'Alain Gerber

Alain Gerber, auteur entre autres du Faubourg des coups de trique **et d'**Une sorte de bleu, **s'est lancé cette fois dans un excellent roman historique dont l'action se déroule à la fin de l'empire aztèque (au début du XVIe siècle), à la veille et au moment de son écrasement par les Espagnols. Pour cela, il a utilisé les conseils des spécialistes, comme Jacques Soustelle (*) qui fait autorité en la matière.**

A l'époque, les Aztèques, partis de Mexico, étaient en paix après avoir conquis presque tous les peuples environnants. Il n'existait plus, pour un temps, de véritables guerres. Mais leur dieu Tezcatlipoca, lui « exigeait » des sacrifices humains pour nourrir le soleil et lui permettre de continuer sa course. Ce serait après 1450 (à la suite d'une grave famine qui dévasta le centre du Mexique) que fut instaurée « la guerre fleurie » : des seigneurs, déjà sous la domination aztèque, décidèrent de se livrer des combats uniquement pour obtenir des prisonniers.

Tout soldat avait donc de fortes chances d'être un jour capturé et exécuté... mais ce sort était considéré comme enviable car il permettait à la victime d'accompagner le soleil puis de se réincarner dans le corps d'un oiseau-mouche pour vivre parmi les fleurs !

A la fin du XVe siècle, les guerriers possédaient beaucoup plus de prestige que les prêtres, les juges ou les commerçants. Le héros du livre, Chimalpopoca, le « bouclier fumant », veut donc devenir soldat et se met au service de Tezcatlipoca, dieu de la guerre. Il ne comprend pas son père qui admire le « serpent à plumes », dieu de l'écriture, des arts et de la sagesse, qui ne réclame pas le sang humain mais qui a été expulsé du pouvoir par le sanguinaire Tezcatlipoca.

Après des mésaventures amoureuses et guerrières, il perd une main dans une bataille et devient juge, puis un des quatre conseillers du roi.

Le destin de Chimalpopoca n'est donc pas celui qu'il souhaitait et qui lui était promis par les signes de sa naissance, aussi se demande-t-il ce que représentent les dieux qui l'entourent et il en arrive à rejeter ses anciennes croyances et à retrouver les idées de son père.

Ces interrogations religieuses et philosophiques, d'autres Aztèques les connaissaient, comme le prouvent plusieurs extraits de poésie incorporés dans le cours du récit. Les sacrifices humains, pratiqués à l'époque où les Aztèques étaient perpétuellement en guerre, devaient paraître inutiles et criminels en période de paix.

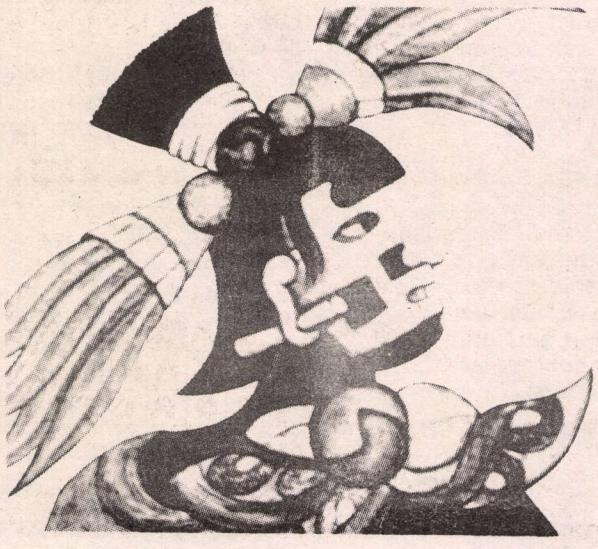
Le jade et l'obsidienne **se lit d'une seule traite, car Alain Gerber a réussi à rendre attachant et crédible le personnage principal avec sa fougue juvénile, sa droiture, mais aussi ses ridicules et ses défauts. Et surtout, l'auteur nous donne un aperçu de ce que fut la civilisation aztèque à son apogée.**

Joëlle GERARD

Le jade et l'obsidienne d'Alain Gerber. Ed. Robert Laffont. 389 pages. Environ 60 F.

(*) Connu comme homme politique de droite, voire d'extrême-droite (socialiste avant guerre, il devint gaulliste puis partisan de l'Algérie française pendant la guerre d'Algérie ; il est actuellement proche des giscardiens), Jacques Soustelle a écrit plusieurs ouvrages sur les Aztèques, et notamment, ***La vie quotidienne des Aztèques à la veille de la conquête espagnole*** *(Hachette).*

L'auteur y raconte l'installation des Aztèques à Mexico en 1325, alors qu'ils n'étaient encore qu'une peuplade nomade arriérée. Peu de temps leur est nécessaire pour s'approprier la culture des vaincus, les Toltèques, dont la civilisation était supérieure. Extrêmement vite, ils créèrent un empire. Il montre de manière très claire leur religion, leur administration, les différentes couches sociales, les coutumes. Il rappelle aussi que les Espagnols détruisirent entièrement Mexico et massacrèrent ou déportèrent ses habitants.



« LE VAINQUEUR DE COUPE »

de R. Boudjedra

Le 26 mai 1957, en plein stade de Colombes, alors que se déroulait la finale de la coupe de France de football opposant Toulouse à Angers, un militant du FLN abattait d'un coup de revolver un notable algérien, le Bachagha Mohamed Chekkal, connu pour toutes ses compromissions avec le colonialisme français.

C'est en partant d'une exécution authentique, qui eut un réel retentissement, que Rachid Boudjedra a écrit son roman.

Celui-ci n'est pas vraiment la reconstitution de l'événement. La seule reconstitution historique, c'est celle de la partie de football qui est quasiment commentée minute par minute et qui s'intègre par petites bribes à tout le roman. Mais Rachid Boudjedra, par ailleurs scénariste de *Chroniques des années de braise* (un film sur la période ayant précédé la guerre d'Algérie), s'est surtout intéressé à l'itinéraire d'un militant nationaliste algérien. Un militant qui, sans la moindre hésitation et avec la plus totale abnégation, est prêt à accomplir un geste qui, il le sait, a toutes les chances de le mener à la guillotine.

Mohamed Sadok, surnommé « Staline » à cause d'un oncle pro-soviétique, est un ouvrier plombier vivant à Bône. La mort au maquis de cet oncle le convainc définitivement qu'il faut agir car « *il en avait assez de ce comportement qui le confine, lui et ses camarades de quartier, quel que soit leur statut professionnel, chômeurs ou sous-payés, dans un ennui quotidien...* ».

En ralliant le FLN, Mohamed Sadok, comme des millions d'autres compatriotes, a conscience de combattre les humiliations, les ratonnades, les tortures, les exécutions sommaires, les bombardements au napalm.

Le récit de Boudjedra est précis lorsqu'il évoque l'action militante de « Staline » : la préparation des coups, l'exécution des traîtres, l'apprentissage de la clandestinité, l'organisation de la population (pas toujours démocratique, il faut le dire), la récolte des cotisations, etc.

Boudjedra évoque aussi la détention de « Staline » à Fresnes. De sa cellule, le prisonnier n° 1122 a vu partir bien des militants à la guillotine. Mais il y a aussi le réconfort lorsque le n° 1122 réussit à convaincre Narcisse, son geôlier antillais, que son pays doit lui aussi prendre le chemin de l'indépendance.

Un bon roman témoignage.

Stéphane HENIN

Le vainqueur de coupe *de Rachid Boudjedra. Ed. Denoël. 245 p. 60 F environ.*

Romans

« Franc comme l'or »

de J. Heller

Que la Maison-Blanche soit peuplée d'arrivistes limités mais aux ambitions considérables, c'est une des convictions de Joseph Heller, un romancier américain.

Son roman, disons-le tout de suite, est parfaitement loufoque et prend le parti de rire de la politique américaine vue par le petit bout de la lorgnette. Le héros, Bruce Gold, est un universitaire juif bénéficiant d'une petite notoriété en tant que journaliste et écrivain. Persécuté par un père autoritaire, qui lui reproche d'être un raté puisqu'il n'a pas le sens des affaires, et par une famille à l'affection étouffante, Bruce ne trouve refuge que dans les articles et livres qu'il écrit (avec le plus grand mal, même s'il passe son temps à présenter sous une forme différente ce qu'il a déjà écrit auparavant). Sa vie va se trouver complètement bouleversée lorsqu'un ami lui propose un poste de haut fonctionnaire dans l'administration fédérale à Washington, dans l'entourage immédiat du président. Les autorités voulant le récompenser pour un article plus qu'élogieux consacré au premier volume des *Mémoires* du président, on va même lui faire miroiter la possiblilité d'accéder au rang de secrétaire d'Etat, c'est-à-dire de ministre des Affaires étrangères.

Alléché par la proposition, Bruce Gold va multiplier les exercices d'assouplissement de l'échine, envisager de divorcer pour se remarier avec une riche héritière, faire preuve d'une docilité sans borne pour se concilier le président, supporter les sarcasmes antisémites des coteries proches du pouvoir.

Joseph Heller s'en donne à cœur joie pour écorcher ces politiciens prêts à tout et à la bassesse desquels son héros tente de descendre. Ses portraits sont souvent féroces, tel celui de cet éditeur manqué qui désespère d'être reçu à la Maison-Blanche alors qu'il a tant écrit en faveur de la guerre du Vietnam. Dans cette galerie de portraits peu flatteurs trouvent évidemment place quelques célébrités du monde politique d'outre-Atlantique : Nixon-le-menteur, Kissinger-l'arriviste, Eisenhower qui se félicite qu'avec le Watergate Nixon ait donné la preuve qu'un président pouvait être autre chose qu'un *« brave type incapable »*, fût-ce en se montrant surtout « capable »... de mentir.

Dans leur course aux honneurs et au prestige, ces hommes n'ont qu'une règle : point n'est besoin d'être nécessairement intelligent ou compétent ; par contre il faut impérativement savoir se montrer hypocrite, sournois, méprisant et calculateur — en tout cas plus que les rivaux. Et surtout être riche ou, à défaut, être le protégé des riches. Cette « morale de la réussite », Heller a décidé de nous en faire rire, quitte à systématiquement forcer le trait. Souvent drôles, ses dialogues fourmillent de formules à l'emporte-pièce (parfois un peu faciles, mais on ne le regrette pas), comme celle de ce conseiller présidentiel qui déclare à Bruce : *« Nous avons besoin d'hommes intègres et indépendants qui adhèrent à toutes les décisions que nous prenons ».*

Evidemment, certains gags ou jeux de mots doivent bien échapper au lecteur européen, surtout s'il n'est pas familiarisé avec l'humour juif-américain. Mais il reste suffisamment de situations désopilantes, où l'on imagine sans peine Bruce sous les traits de Woody Allen, pour qu'on ne quitte cet assez gros roman qu'une fois terminé.

Stéphane HENIN

Franc comme l'or *de Joseph Heller. Ed. Grasset. 450 p. 65 F environ.*

« Une affaire de famille » de C. Guidicelli

Un homme de 34 ans revient en Corse pour assister à l'agonie puis à la mort de son père. Un père pour lequel il n'a jamais éprouvé qu'une sorte d'indifférence méprisante.

Durant les quelques jours qu'il passe auprès de sa mère, cet homme revit le passé du cercle familial qu'il a rejeté mais qui continue à l'obséder et, semble-t-il, à empoisonner sa vie. Des scènes qui l'ont impressionné lui reviennent en mémoire : la grand-mère corse toute vêtue de noir parlant au gamin comme s'il était son époux, mort tout jeune à la guerre qu'il voyait en cauchemar sous les traits d'une sorcière ; le père venant chercher son fils au lycée pour lui annoncer qu'il quittait sa mère, mais qui rentrait un peu plus tard que d'habitude pour s'asseoir sans un mot devant sa soupe froide ; une mère autoritaire, décrétant sans appel un beau jour qu'il fallait quitter l'île et les « mauvaises fréquentations » du fils pour s'installer sur le continent.

L'auteur évoque très bien l'ambiance étriquée de ce cercle familial où se sont accumulées les rancœurs, où l'on dissimule les petits scandales.

Ce récit où s'entremêlent étroitement le passé et le présent, et qui veut explorer à la manière psychanalytique les rapports tourmentés entre grand-mère, père, mère et petit-fils, est d'un intérêt assez mince. Cependant, l'auteur parvient quelquefois à créer un climat ; et c'est avec un style incisif qu'il montre l'hypocrisie de certaines « affaires de famille ».

Yvette BLONDIN

Une affaire de famille *de Christian Guidicelli. Ed. du Seuil. 187 p. 45 F environ.*

FILMS

« Les aventuriers de l'Arche Perdue »

de George Lucas et Steven Spielberg

Cloué à son fauteuil, les yeux rivés à l'écran, on rit, on frissonne, on applaudit. Il ne faut pas détourner un instant son regard ; quelques secondes d'inattention suffisent et on manque un rebondissement.

Comme l'annonce la publicité, c'est le « retour de la grande aventure » mitonné par George Lucas, réalisateur de *La guerre des étoiles,* et par Steven Spielberg qui a mis en scène *Les dents de la mer.*

De l'Amazonie au Népal, des Etats-Unis en Egypte, les héros, un professeur d'archéologie et sa compagne, recherchent l'Arche perdue. Recherche dangereuse, où nombre de fois ils échapperont à mille morts différentes : flèches empoisonnées, pièges ingénieux, serpents, explosions...

Il n'y a aucun gadget moderne dans ce film, uniquement des aventures à vous couper le souffle, pimentées d'humour et de clins d'œil complices aux spectateurs.

Et surtout ne ratez pas le début du film, c'est une entrée en matière étourdissante.

Gaston DEVAU

« La vie en mauve »

avec Gene Hackman et Barbra Streisand

George Dupler, haut cadre d'une chaîne de supermarché, est un impulsif. Balancer son poing sur la figure de son patron le soulage, mais lui vaut d'être rétrogradé sur un service de nuit comme directeur d'un des magasins de la chaîne.

La quarantaine bien tassée, il semble accepter stoïquement sa reconversion, jusqu'au jour où il rencontre Cheryl, qui largue illico son dernier amant, le propre fils de George.

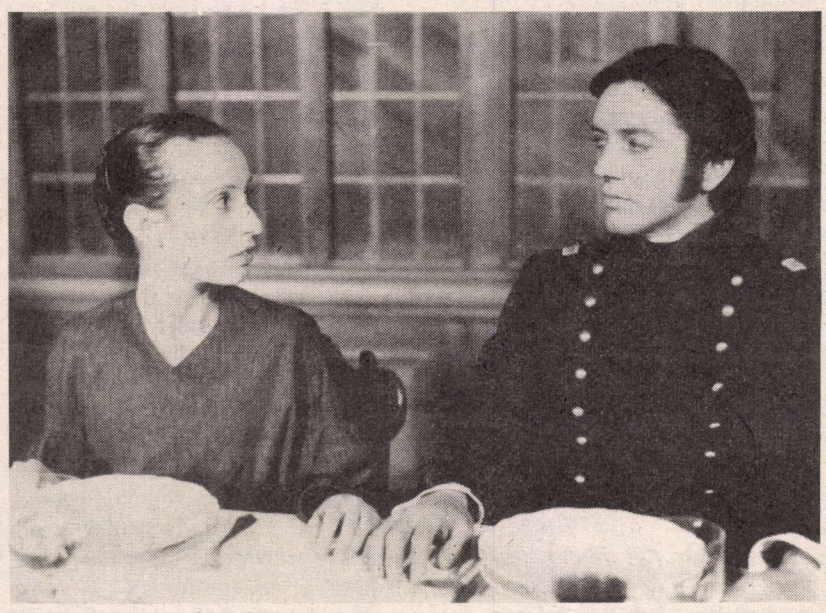
George plaque tout : son job, sa femme. Il veut refaire sa vie et recommencer à zéro.

Jean-Claude Tramont dit à propos de son film : « *J'ai voulu faire avec* ***La vie en mauve*** *un film très optimiste, mais aussi très ironique* ». Optimiste, sans doute ! Puisque l'histoire se « finit bien »... Quant à l'ironie, Jean-Claude Tramont fait souvent mouche lorsqu'il ridiculise les gadgets de la société de consommation, les jeunes loups aux dents longues, la faune qui peuple les supermarchés la nuit, les flics maison, les maris machos, etc. Un film plaisant pour montrer qu'à quarante ans, mais oui, on peut tout recommencer, la vie, l'amour, dans un hangar désaffecté !

Stéphane HENIN

« Passion d'amour »

d'Ettore Scola



Le film se passe dans l'ambiance feutrée et même endormie d'une petite caserne frontière du Piémont, au siècle dernier, dans une Italie qui vient de s'unifier.

L'arrivée d'un jeune capitaine (Bernard Gireaudeau), valeureux, beau, fin et cultivé, va modifier quelques habitudes. A la ville, il a une maîtresse (Laura Antonelli), très belle et qui l'aime. Mais l'amour que lui voue Fosca, la cousine du colonel (Valeria d'Orbier), d'une laideur outrée par Scola, le fascine et il finira par l'aimer.

Il y a dans ce film des scènes grinçantes où Scola provoque des rires dans la salle aux dépens de la laideur de Fosca et de sa maladresse outrancière. Il y a aussi des scènes émouvantes et des propos, tenus par Fosca, lucides sur la condition des femmes de sa classe et de son temps.

Mais Ettore Scola n'a pas su dépeindre l'évolution des sentiments du capitaine, et l'on reste un peu étranger à ce qui est décrit.

Jean-Jacques FRANQUIER

Sélection

Films récents...

L'HOMME DE FER.
d'A. Wajda.

On ne voit pas grand-chose sur le déroulement des grèves de 1980 elles-mêmes. Mais les témoignages qu'il montre sur les dix années qui ont précédé les grèves de 1980 sont intéressants, et certains très émouvants.

Forum Cinéma 1er (vo). Studio de la Harpe 5e (vo). Hautefeuille 6e (vo). Pagode 7e (vo). Marignan 8e (vo). Sept Parnassiens 14e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

THE POLICEMAN.
de D. Petrie.

Le Bronx, quartier pauvre de New York, où un policier pris de scrupules, incarné par Paul Newman, est aux prises avec ses supérieurs.

Elysées Lincoln 8e (vo).

ELEPHANT MAN.
de D. Lynch.

L'histoire vécue de John Merrick, atteint d'une grande difformité, dans l'Angleterre victorienne. Un film sur la tolérance.

Cinoche 6e (vo).

TROIS FRÈRES.
de F. Rosi.

Trois frères retournent à la ferme natale dans l'Italie du Sud. Une vision de la société italienne et de ses problèmes à travers la vie de chacun d'eux.

Studio de la Harpe 5e (vo).

LES UNS ET LES AUTRES.
de C. Lelouch.

Une fresque musicale retraçant l'histoire des 40 dernières années.

Paramount Odéon 6e. Publicis Elysées 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Galaxie 14e. Panorama Montparnasse 14e. Kinopanorama 15e.

IL FAUT TUER BIRGITT HAAS.
de L. Heynemann.

Un film d'espionnage où les barbouzes sont montrés pour ce qu'ils sont : de tristes personnages.

Gaumont Les Halles 1er. Berlitz 2e. Gaumont Richelieu 2e. Quintette 5e. St-Germain Huchette 5e. Biarritz 8e. Colisée 8e. St-Lazare Pasquier 8e. Athéna 12e. Montparnasse Pathé 14e. PLM St-Jacques 14e. Convention 15e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

REGARDS ET SOURIRES.
de Ken Loach.

La vie quotidienne des petites gens, des jeunes et de Mick, l'un des trois millions de chômeurs anglais.

Rotonde 6e (vo). 14-Juillet 6e (vo). Racine 6e (vo). Biarritz 8e (vo). 14-Juillet 11e (vo).

OUTLAND.
de Peter Hyams.

Un film de science-fiction où la société imaginée est encore pire que la nôtre.

ABC 2e. Cluny Palace 5e (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo). Français 9e. Nation 12e. Montparnasse Pathé 14e. Broadway 16e (vo). Cliché Pathé 18e.

...et moins récents

LES AMOURS D'UNE BLONDE.
de M. Forman.

La vie quotidienne de deux jeunes femmes, en Tchécoslovaquie. Une critique drôle mais féroce.

14 Juillet 11e (vo).

BUTCH CASSIDY ET LE KID.
de G. Roy Hill.

Un des westerns les plus sympas. Les aventures de deux copains en Amérique du Nord puis du Sud.

7 Parnassiens 14e (vo).

LE DERNIER MÉTRO.
de F. Truffaut.

Paris sous l'Occupation à travers l'histoire d'une troupe de théâtre.

Elysée Lincoln 8e (sous-titres anglais).

FAME.
de A. Parker.

Des jeunes apprennent la musique et la danse dans une école américaine.

Saint-Michel 5e (vo).

LILI MARLEEN.
de Fassbinder.

L'histoire romancée de l'interprète de cette rengaine fredonnée par les soldats du IIIe Reich sur tous les fronts, amoureuse d'un jeune Juif de Zurich qu'elle aide à lutter contre les nazis.

Lucernaire 6e (vo).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD.
de B. Wilder.

Une comédie désopilante avec Marylin Monroe.

Champo 5e (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de D. Trumbo.

Un terrible réquisitoire contre la guerre.

La Banque à Images 5e (vo).

LE SHÉRIF EST EN PRISON.
de M. Brooks.

Les aventures loufoques d'un jeune Noir qui devient shérif.

Luxembourg 6e (vo).

LA SCANDALEUSE DE BERLIN.
de B. Wilder.

Film de 1948 qui fit scandale à l'époque car, sous couvert d'un divertissement léger, il égratigne les autorités d'occupation et se moque des parlementaires.

Action Christine 6e (vo). Mac Mahon 17e (vo).

BONNIE AND CLYDE.
de A. Penn.

Inspiré de l'histoire vraie d'un couple de gangsters américains au début du siècle. Un film violent où l'inconscience, le mépris des autres qu'affichent les deux héros sont à l'image de la société.

Studio Galande 5e (vo). Calypso 17e (vo).

« LE CODE D'HAMMURAPI » AU LOUVRE :

La plus belle pièce du pillage archéologique de la Perse par l'impérialisme français

Le gouvernement iranien vient de demander à la France de lui restituer le Code d'Hammurapi qui se trouve au Musée du Louvre. Le Code d'Hammurapi est une stèle gravée du dix-huitième siècle avant l'ère chrétienne et qui porte le plus ancien texte juridique connu. Elle a été rédigée par un souverain de Mésopotamie, mais c'est en Iran qu'on l'a retrouvée en décembre 1901 et janvier 1902, lors des fouilles de Suze où la stèle avait été transportée comme butin de guerre au 12e siècle avant Jésus-Christ.

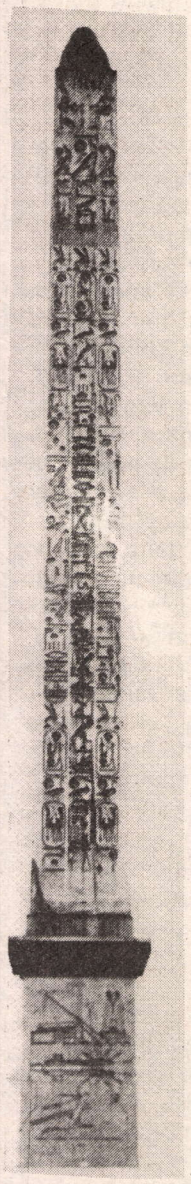
Si le British Museum en Angleterre et le Louvre en France peuvent s'enorgueillir de très riches collections d'antiquités orientales, c'est que Français et Anglais se sont livrés au XIXe siècle à un véritable pillage des objets archéologiques découverts dans l'Empire ottoman et dans l'Empire perse. L'opération de rapine la plus célèbre est celle qui a été réalisée par Lord Elgin, ambassadeur du Royaume-Uni à Istamboul et qui a obtenu du Sultan l'autorisation d'emporter à Londres la frise des Panathénées provenant du Parthénon et dont un fragment se trouve également au Louvre.

Quelquefois le pillage se faisait à l'occasion d'opérations militaires, en cette période où les Occidentaux s'employaient à dépecer l'Empire ottoman. C'est ainsi qu'une expédition militaire lancée en Terre Sainte en 1860 par Napoléon III, sous prétexte de protéger les Chrétiens, était accompagnée du célèbre orientaliste Ernest Renan qui a ramené un bon butin d'objets phéniciens.

Mais le plus souvent les objets antiques ont été concédés aux pays occidentaux à la suite de simples demandes des diplomates en place. Il faut dire qu'à cette époque les Empires ottoman et perse étaient tombés sous la dépendance complète des puissances occidentales, qui dans les deux Etats avaient pris le contrôle des moyens de communications, des ressources minérales et même des finances. A la fin du XIXe siècle, l'Empire ottoman était débiteur auprès d'une certaine Banque Ottomane, qui en réalité était anglo-française.

Le sultan de Turquie pas plus que le chah de Perse ne pouvaient guère s'opposer aux demandes de leurs puissants « protecteurs » anglais et français, qui savaient exercer des pressions économiques et militaires. Et le chah Mozaffered-Dîn a accordé à la France toutes les antiquités mises à jour lors des fouilles de Suze.

Aujourd'hui, le gouvernement iranien demande que lui soient rendus des objets appartenant à son histoire et qui lui ont été extorqués alors que la Perse se trouvait quasiment dans la situation d'une colonie. Il est vrai que le gouvernement irakien, lui aussi, revendique le droit de propriété sur cette stèle archéologique. Un sujet de discorde parmi d'autres entre les deux Etats de deux pays également pillés par l'impérialisme ! *Alain LEMOINE*



à gauche, l'obélisque de Luxor, Place de la Concorde à Paris.

à droite, la « victoire de Samothrace » qui est au Musée du Louvre.

Ci-dessous le code d'Hammurapi (détail). Il se trouve au Musée du Louvre.

Egypte, Perse, Grèce, trois pays — entre autres — dont les trésors artistiques et historiques ont été pillés par les grandes puissances, la France au premier rang.

Sélection télévision

Samedi 26 septembre

A2. 18 h. Ouverture. Le **5e concerto pour piano et orchestre** de Beethoven, interprété par Maurizio Pollini au piano et l'Orchestre philharmonique de Vienne dirigé par Karl Böhm, récemment décédé.
FR3. 20 h 30. La ville noire, deuxième partie d'un téléfilm tiré d'un roman de George Sand sur la condition ouvrière au XIXe siècle. Avec H. Virlojeux.
FR3. 21 h 30. Non-sens obligatoire. Une émission où devraient être à l'honneur les maîtres du non-sens : Pierre Dac, les Marx Brothers, Boris Vian, etc.
FR3. 22 h 45. Ciné-regards. Une curiosité : l'histoire du cinéma à travers les bandes-annonces de film.

Dimanche 27 septembre

FR3. 16 h 55. Prélude à l'après-midi : l'art lyrique en vedette, avec des extraits de **La Bohème** de Puccini.
A2. 17 h 05. La fin du marquisat d'Aurel. Rediffusion d'un téléfilm très réussi qui évoque la Révolution française dans un petit village de Provence (deuxième épisode). Avec Pierre Vaneck.
TF1. 20 h 30. Film : **Charade** de Stanley Donen (1963), avec Cary Grant et Audrey Hepburn. Un merveilleux film tourné à la manière d'Alfred Hitchcock.
TF1. 22 h 20. Concert : Le violoniste Yehudi Menuhin interprète le **Concerto en la majeur** de Vivaldi et le **Concerto en mi majeur** de J.S. Bach.
FR3. 21 h 40. Mémoires du Creusot. Aux usines Schneider, on naissait Schneider, on se mariait Schneider, on travaillait Schneider, on mourait Schneider. Les travailleurs récalcitrants étaient mis à l'écart. Une évocation du système d'exploitation des usines Schneider au Creusot.

Lundi 28 septembre

A2. 15 h 55. La télévision que j'aime. Aujourd'hui celle d'Haroun Tazieff. Ce qui nous assure des images de volcans, mais aussi la passion et du passionnant...
TF1. 20 h 30. L'avenir du futur. Après la présentation d'un film d'espionnage, **Un espion de trop,** de Don Siegel, avec Charles Bronson et Lee Remick, le débat portera sur la « manipulation » du cerveau. Des scientifiques viendront parler du cerveau humain mais, apparemment, la CIA et le KGB ne sont pas représentés. Ils garderont leurs petits secrets...
FR3. 20 h 30. Film : **Don Angelo est mort** de Richard Fleischer (1973) avec Anthony Quinn. Un film sur la Mafia où on nous assure que tous les gros plans ne sont pas exclusivement réservés à Anthony Quinn.
A2. 20 h 35. Les nationalisations. Les invités du débat ne sont pas encore connus. Espérons qu'il y aura des travailleurs du rang d'entreprises nationalisables, mais aussi déjà nationalisées, pour donner leur point de vue.
A2. 22 h 10. 55 minutes avec le chanteur Renaud.

Mardi 29 septembre

A2. 15 h 05. Darwin. Une vie romancée du célèbre chercheur sur l'évolution des espèces.
A2. 20 h 40. Les Dossiers de l'écran. Introduit par l'excellent film de Sidney Lumet, **Un après-midi de chien** (1975), avec Al Pacino, le débat portera sur la « petite délinquance ».
TF1. 21 h 30. L'enjeu. Au sommaire de ce magazine d'information, et entre autres : la crise en Allemagne de l'Ouest, une radioscopie de Thomson, et les coopératives ouvrières hier et aujourd'hui.

Mercredi 30 septembre

FR3. 20 h 30. Film : **La mort en ce jardin** de Luis Bunuel (1956) avec Georges Marchal, Simone Signoret et Charles Vanel. Un film d'aventures où sont étudiés les rapports d'un groupe d'hommes et de femmes isolés. Un film de Bunuel pour une fois pas trop obscur.
TF1. 20 h 35. Les mercredis de l'information. L'écrivain Jean Bertolino, auteur des **Orangers de Jaffa,** nous raconte, en images, ce qu'il a vu en Afghanistan.
A2. 20 h 35. Louis Armstrong style Chicago. Un téléfilm américain qui évoque un épisode de la vie du plus populaire des trompettistes de jazz.
TF1. 21 h 45. La Mafia. Quatrième volet d'une enquête sur le système des parrains. Aujourd'hui, un panorama des affaires les plus juteuses.
A2. 21 h 50. Alain Decaux raconte. Aujourd'hui l'émission — la dernière de cette série, mais Alain Decaux va revenir avec une autre formule — nous raconte la vie d'Auguste Blanqui, le plus prestigieux révolutionnaire que le mouvement ouvrier français ait produit. Il fut surnommé « l'enfermé » pour avoir passé 33 ans de sa vie emprisonné.

Jeudi 1er octobre

FR3. 20 h 30. Film : **L'argent des autres** de Christian de Chalonge (1978), avec Catherine Deneuve et Jean-louis Trintignant. Tirée d'une histoire vraie, d'après le livre de Nancy Markham, la mise à nu d'une escroquerie financière comme les banquiers savent en faire.
A2. 20 h 35. Film : **Nous nous sommes tant aimés** d'Ettore Scola (1974), avec Vittorio Gassman et Nino Manfredi. La chronique attachante d'un groupe d'amis, de la Résistance à nos jours.

Vendredi 2 octobre

FR3. 20 h 30. Le Nouveau Vendredi. Ce magazine d'information souvent pertinent (et impertinent) nous parle ce soir de l'un des principaux besoins des hommes : l'eau.
A2. 21 h 25. Apostrophes. Les invités et les livres sont regroupés autour du thème de la vie d'artiste. De la vie de bohème à la vie des stars, c'est un sujet où les clichés ne manquent pas. Pivot saura-t-il les éviter ?
A2. 22 h 55.. Ciné-club : **L'affaire est dans le sac** (1932) de Pierre Prévert et sur un scénario de Jacques. Le Ciné-club commence un cycle Prévert. Ce film-là est une sorte de répétition loufoque de **Drôle de drame.** Les acteurs faisaient pour la plupart partie du groupe Octobre, groupe de théâtre populaire qui, sur des textes de Prévert, pratiquait la dénonciation de toutes les valeurs bourgeoises dans les années 1930, et qui prenait position pour les luttes de la classe ouvrière.

Banlieue lyonnaise :

Les notables de gauche ne veulent connaître que la police

« Les étrangers fauteurs de troubles seront expulsés » : Charles Hernu, ministre de la Défense et maire de Villeurbanne, n'y est pas allé par quatre chemins pour montrer sa volonté d'en finir avec les incidents qui se produisent dans la banlieue de Lyon.

Ces problèmes de délinquance ne sont pas nouveaux, certes. Sous Giscard, l'hostilité des jeunes à l'égard de la police et de la police à l'égard des jeunes s'était maintes fois manifestée. Mais cet été, quand éclatèrent les premiers incidents, on aurait pu croire que les méthodes du nouveau gouvernement avaient évolué. Ainsi, la police disait ne pas vouloir répondre aux jeunes par la force. Aujourd'hui, le ton a changé et c'est à qui fera les déclarations les plus fermes. Et on ne s'en tient d'ailleurs pas à des déclarations, puisque la police a organisé des opérations « coup de poing » et que des renforts de CRS ont été acheminés depuis Clermont-Ferrand. La répression est donc à l'ordre du jour.

Les autorités municipales et préfectorales se justifient en invoquant une situation qui empirait et qu'il fallait bien maîtriser. Le journal *Le Matin* du 17 septembre citait à ce sujet les déclarations de plusieurs maires expliquant qu'à *« Bron, nous regorgeons de jeunes en âge de travailler »* et sans emploi ; *« nous manquons d'équipements sociaux ».* Le maire PC de Vaux-en-Velin déclarait, lui : *« On a dirigé dans nos communes tous les immigrés. A l'époque, il y avait du travail sur les chantiers »,* mais plus aujourd'hui. Le maire PC de Vénissieux précisant que *« nous sommes totalement démunis ».* Certes, les problèmes des banlieues ouvrières sont réels : elles comptent de plus en plus de chômeurs, de jeunes sans emploi et sans espoir d'en trouver, des jeunes et des chômeurs qui sont souvent parmi les plus pauvres, les plus démunis, car émigrés. Face à cette accumulation de problèmes, c'est vrai, les municipalités sont désarmées, leurs notables, leurs éducateurs perplexes, surtout quand éclatent des incidents, souvent mineurs mais qui prennent parfois — comme dans la banlieue de Lyon — une importance réelle.

Face à cela, Hernu et d'autres maires de la région ont justifié l'intervention de la police par un prétendu danger de voir se créer des milices au sein de la population. A l'appui de ces dires, la presse a monté en épingle la création d'un Comité de défense à Villeurbanne, qui affirmait compter « soixante fusils ». Cela a fait long feu puisque le Comité s'est dissous en quelques jours après avoir fait plusieurs déclarations très « va-t-en-guerre » nettement colorées de racisme. Vous voyez, dit la gauche, il ne reste plus qu'à s'en remettre à la police pour enrayer la délinquance et les violences, excluant par avance qu'on puisse faire appel à la population des cités et quartiers pour s'y opposer et y compris, puisque le problème est soulevé, pour neutraliser un comité d'un dizaine d'excités racistes (car ils n'étaient pas plus à Villeurbanne). Dans ces milices de quartiers composées d'habitants des ZUP et comportant évidemment une forte proportion d'émigrés (comme dans la population des ZUP), le problème du racisme serait d'ailleurs résolu du même coup, alors qu'on sait ce qu'il en est avec la police. Et ce ne serait pas forcément moins efficace, vis-à-vis des délinquants, qu'avec des policiers.

Seulement voilà, les autorités, la presse, si elles interrogent des notables, des policiers, des sociologues sur le problème, elles se préoccupent peu de demander son avis à la population. On l'a d'ailleurs vu, mardi 22 septembre, lors du journal d'Antenne 2-Midi qui se déroulait en direct de la ZUP des Minguettes à Vénissieux : on avait à l'origine invité le maire et le préfet de police ; et ceux-ci ont préféré s'éclipser quand des jeunes, des femmes, des émigrés de la cité sont intervenus en direct, disant qu'eux aussi en avaient assez et qu'il fallait réagir. Mais il fallait voir comment les mères de famille émigrées savaient dans l'affaire accuser le racisme dont étaient victimes les jeunes d'origine maghrébine.

Nombreuse et se trouvant sur place chez elle, dans son quartier, connaissant personnellement les gosses délinquants, la population d'une ZUP, si elle était organisée pour cela, aurait certainement peu de problèmes pour mettre à raison ceux-ci (surtout s'ils ne sont que *« quelques individus »,* comme dit Hernu). Seulement, la pensée que la population puisse s'organiser pour se défendre n'effleure pas les dirigeants de gauche... à moins qu'elle leur fasse peur. Et c'est pourquoi, pour répondre aux problèmes de la délinquance et pour assurer la sécurité de la population, ils s'en tiennent, comme la droite, au recours à la police, même si cela doit se retourner contre la population.

Guy FICHET

SNCF

Mardi 22 septembre, à 20 h, les agents de train de la Gare-de-l'Est se mettent en grève sans préavis. Le travail des agents de train (au total 400) consiste à faire partir les trains et à effectuer les contrôles.

On vient de leur apprendre que les discussions en cours avec la direction sur la sécurité (il y a eu 80 agressions en un an) et les roulements sont au point mort.

Alors, ras-le-bol !

Ras-le-bol des sanctions qui pleuvent pour un oui ou pour un non. Par exemple, parce qu'un agent n'a pas contrôlé un train.

C'est la traînée de poudre. A minuit, il y a déjà 100 grévistes.

La direction elle-même annonce le lendemain 85 % de grévistes.

Fait exceptionnel, pour la première fois les agents de train bloquent la gare. Une fois les voies occupées, plus rien ne fonctionne. La gare est occupée, des piquets de grève formés.

Les discussions entre les syndicats et la direction reprennent mercredi à 10 h 30. Elles dureront jusqu'à 16 h 30. Le chef qu'ils ont constamment sur le dos, et qui est responsable en grande partie des sanctions, n'assiste pas aux discussions, ce que tous notent avec plaisir.

Les syndicats consultent les agents qui votent la reprise pour mercredi soir, ce que CGT et CFDT conseillaient.

Satisfaction est donnée en partie aux agents sur les roulements et sur le contrôle. Plus de sanctions donc pour ceux qui, seuls, ne contrôleront pas les trains.

Tous les travailleurs sont contents. Non seulement en 24 heures de grève la direction a cédé, mais en plus les agents ont fait plus que poser le sac. Ils ont bloqué toute la circulation. La direction n'a rien pu faire. Aucun train n'a pu partir. Les agents ont donc le sentiment d'avoir trouvé là un moyen efficace contre la direction.

Pologne :

Vers l'union sacrée ?

Mardi 22 septembre, le syndicat Solidarité renonçait à son projet de référendum sur l'autogestion, tandis que les autorités proposaient un *« front d'accord et de coopération »* à Solidarité. La veille encore, pourtant, on semblait au bord de l'affrontement : deux responsables locaux de Solidarité venaient d'être inculpés (et l'un d'eux arrêté) pour *« diffusion de propagande anti-soviétique »,* tandis que Rakowski, un membre du Bureau politique du POUP (le parti au pouvoir), qui passait pourtant pour un « libéral », déclarait que *« toute idée d'entente avec Solidarité avait été enterrée ».* Le tout se déroulant sur un fond de durcissement de l'URSS, puisque après la lettre du Comité central du PC soviétique, sommant le 10 septembre les autorités polonaises de *« mettre un terme à la campagne anti-soviétique »,* les dirigeants du Kremlin avaient menacé la Pologne de représailles économiques, tandis qu'à l'ONU le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, assurait le pays qu'il pouvait *« compter fermement sur la solidarité fraternelle et le soutien des pays du traité de Varsovie ».* Or les Tchécoslovaques ont payé cher, en août 1968, pour savoir en quoi consistaient concrètement cette *« solidarité fraternelle »* et ce *« soutien » !*

Les différentes composantes du coup de théâtre de mardi ne peuvent cependant pas être mises sur un même plan. En effet, le renoncement de Solidarité au référendum sur l'autogestion et sur l'élection des directeurs de toutes les entreprises par le personnel peut n'être qu'un compromis dû au seul rapport de forces. Après tout, en août 1980, les grévistes de Gdansk puis Solidarité dans ses statuts avaient bien reconnu *« le rôle dirigeant du POUP »,* sans que cela les empêche, par la suite, de se mobiliser contre lui, précisément.

Par contre, la proposition faite à la télévision par Olszowski — considéré comme un « dur » du Bureau politique — au nom de la direction du POUP d'un « front national » a sans doute une plus grande signification politique. En effet alors que, le jour même, une délégation soviétique venue en Pologne refusait toujours — selon la presse — d'accorder au pays toute l'aide économique qu'elle demande, tandis que Gromyko, à l'ONU, menaçait *« fermement d'une aide fraternelle »* la Pologne, le geste des dirigeants polonais ne peut qu'avoir une portée nationaliste anti-russe. Ce « front » regroupant, outre le POUP et deux de ses satellites (le Parti Paysan et le Parti Démocrate), l'Eglise, les syndicats dont Solidarité, plus les organisations d'anciens combattants et de femmes, pourrait, s'il se constituait, fournir à une partie de l'appareil d'Etat polonais une base sociale renforcée pour prendre ses distances vis-à-vis de l'URSS. Le fait qu'Olszowski ait parlé de donner un *« cadre institutionnel durable »* à ce projet indique bien quelles sont les intentions de certains dirigeants de l'Etat polonais. Intentions qui s'étaient d'ailleurs déjà manifestées ouvertement ces derniers mois, notamment en juin quand, appuyés par Walesa et la direction de Solidarité, les dirigeants du POUP avaient rejeté les critiques que leur avait adressées le Kremlin.

A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore la réaction des dirigeants de Solidarité à l'égard de cette proposition d'union sacrée. Cette position sera peut-être rendue publique au cours de la session finale du congrès de Solidarité, ce week-end. Cependant, si Lech Walesa et les autres dirigeants du syndicat devaient accepter un compromis dans cette direction, cela confirmerait leur orientation politique résolument nationaliste. De ce point de vue, la proposition faite par le KOR de s'autodissoudre — proposition annoncée par la presse occidentale — si le congrès de Solidarité le lui demandait, irait dans le sens de faciliter cette union sacrée entre le régime et Solidarité. Cela marquerait du même coup le renoncement final de certains intellectuels contestataires polonais (tel Jacek Kuron qui, après avoir été marxiste, s'est aligné derrière les conseillers catholiques de Walesa) à proposer aux travailleurs polonais une autre voie que celle du nationalisme catholique.

Evidemment, ce ne sont, pour l'instant, en grande partie que des hypothèses. Et tout dépend, finalement, de la réponse que donneront d'abord les délégués au congrès de Solidarité, puis les travailleurs polonais à cette fausse perspective politique que serait pour la classe ouvrière un tel « front national ».

Pierre LAFFITTE

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46.450.